

solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ (02)513 66 26

N° 30 (1144) 7 août 1996, 26^{ème} année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

6 - 7

L'armée vous espionne



L'Otan reste en place malgré la dissolution du Pacte de Varsovie. Ses armées s'exercent aujourd'hui pour les guerres pour le contrôle du pétrole du Moyen-Orient et du Caucase et... à la répression des luttes des travailleurs dans leurs propres pays.

2 - 3

**Marcinelle, 1956 :
la course au profit
tuait 262 mineurs**

8 - 9

**Chronique des Fêtes
gantoises
façon PTB**

12 - 13

**Au Mexique,
une nouvelle guérilla
se lève**



Chronique d'une catastrophe annoncée

Laurent Courtens

Le 8 août 1956, le charbonnage du Bois du Cazier à Marcinelle prend feu...

262 mineurs trouvent la mort : 136 Italiens, 95 Belges, 1 Hollandais, 1 Anglais, 5 Allemands, 5 Français, 6 Grecs, 8 Polonais, 3 Hongrois, 2 Russes.

Quarante années plus tard, nous rappelons ce que ce drame a révélé : le capitalisme, c'est un travail de forçat pour les ouvriers, et c'est aussi leur mort.

Il y a 40 ans, la course au profit tuait 262 mineurs...

Le bois du Cazier, symbole du caractère criminel du capitalisme

Le 8 août 56, à 8 heures du matin, d'épaisses fumées noires s'échappent du puits du Bois du Cazier. A 8 h 30, 7 ouvriers sortent du puits : «Il y a le feu au fond !» Plusieurs mineurs descendent sans hésiter. Ils participeront aux secours jour et nuit pendant trois semaines. A 16 heures, les sauveteurs ressortent six survivants. Ce seront les seuls. La nuit du 22 août, un sauveteur remonte de l'étage 1035. Son verdict éteint les maigres espoirs entretenus pas les familles : «Tutti cadaveri» («Que des cadavres»). 262 morts, 204 veuves, 417 orphelins. C'est le sinistre bilan d'une des plus graves catastrophes minières de l'histoire de la Belgique.

Que s'est-il passé ? Peu avant 8 heures du matin, l'encageur de l'étage 975 charge un wagon rempli dans l'ascenseur, alors qu'un quart d'heure plus tôt son adjoint avait reçu l'ordre de ne pas le faire. Le wagon plein expulse de l'autre côté le wagonnet vide. Celui-ci ne sort pas complètement, bloqué par un arrêtoir défectueux. En surface, on enclenche l'ascenseur. La cage démarre et le wagonnet qui dépasse arrache les fils électriques et les conduites d'huile. Le court-circuit met le feu aux 800 litres d'huile et aux boiseries. Le feu alimenté par le ventilateur de surface gagne rapidement toute la mine.

Erreur humaine ou système criminel ?

On aurait tort d'attribuer l'ampleur de la catastrophe à cet incident. Jamais il n'aurait provoqué un tel désastre si la mine n'avait pas été dans un tel état d'insalubrité. Un des sauveteurs, Léo Beccatini, nous expliquait en 1986 : «Après la catastrophe, les patrons ont mis des portes coupe-feu. Mais avant, il n'y avait que des portes en bois. Le guidonnage pour l'ascenseur n'était pas en fer, mais en bois, couvert de graisse. Les tuyaux d'huile sous pression et les câbles électriques étaient tout près les uns des autres. Et le pire a été un

ventilateur qui a continué à tourner et qui a amené constamment de l'air frais sur l'incendie.» (1)

L'abbé Robert Pourbaix, lui aussi sauveteur volontaire confirme : «La sonnette d'alarme avait été tirée juste avant la catastrophe dans un rapport des annales des Mines. Les auteurs du rapport avaient étudié en profondeur les questions de sécurité dans les mines et leurs conclusions étaient claires : toutes les conditions sont réunies pour qu'une grande catastrophe se produise rapidement.» (2) Le danger était donc connu.

Mais ni les directeurs, ni les autorités ne cherchèrent à y remédier. Pourquoi ? «Pour résoudre tous les problèmes de sécurité, il aurait fallu arrêter la plupart des charbonnages durant un mois. Cela aurait freiné considérablement la marche en avant de la production belge.» (2) C'est dans cette course à la production qu'il faut chercher les causes du drame du Cazier.

Victimes de la "bataille du charbon"

Au sortir de la guerre, le capital et le gouvernement belges se lancent dans la "bataille du charbon". Le but est d'atteindre en un temps record la production d'avant-guerre, afin de relancer l'industrie. Pour produire toujours plus vite, à moindre coût, les patrons des mines méprisent les mesures de sécurité, l'entretien et le renouvellement des installations. Ils poussent les mineurs à commettre des imprudences. Conséquences : épuisement et accidents en chaîne. Entre 1945 et 1955, plus d'un millier de mineurs sont morts d'accidents de travail en Belgique; cent par an ! (3). «De 1940 à 1951, il y a eu 1.895 ouvriers tués chez nous, soit 158 par an, et 167 en 1950 (année sans catastrophe pourtant). Donc, tous les trois jours de travail, deux mineurs sont tués en Belgique. Chaque fois qu'on extrait 200.000 tonnes de charbon, un camarade perd la



Les familles des victimes devant les grilles du charbonnage. Elles vivront là trois semaines d'angoisse jusqu'au jour du verdict : "Tutti cadaveri". (Photo : Archives de Wallonie)

vie.» (4)

Au cours de l'année 1955, il y a eu 116.910 accidents déclarés, près de 300 par jour ! Entre 1945 et 1956, plus de 35.000 mineurs de moins de 45 ans ont été pensionnés pour invalidité à la suite d'accidents de la mine. (3) Le site du Bois du Cazier est le symbole du caractère criminel du système capitaliste. Cette période de commémoration doit permettre d'en faire prendre conscience. C'est sur la mort et l'exploitation éhontée de milliers de travailleurs que s'est construit le capitalisme "démocratique" de l'après-guerre.

1. Solidaire, 20 août 1986. 2. Le Peuple, 1er août 1996. 3. Solidaire, 31 août 1994. 4. Jean Van Lierde, Six mois dans l'enfer d'une mine belge, 1953, p.15.

Le QG de la bataille

Directions et actionnaires profitent seuls de cette bataille du charbon. De 1950 à 1955, ces sociétés réalisent 15 milliards de bénéfices. Les dividendes des actionnaires s'élèvent à 4,6 milliards nets (1). En 1951, les sièges miniers cotés en bourse gagnent plus d'un milliard (2). Les capitalistes belges trouvent des officiers zélés dans les socialistes belges, au gouvernement depuis 1945. Celui-ci octroie des subsides colossaux aux sociétés charbonnières : 31 milliards entre 1945 et 1953 (1). Il fournit aux patrons

des mines une main-d'oeuvre bon marché en "important" des milliers d'Italiens. Ce drame révèle leurs conditions de vie abominables. Logés dans des baraquements occupés durant la guerre par des prisonniers. Ils ne pouvaient travailler que dans les mines. Après la catastrophe, le gouvernement belge dut se tourner vers d'autres pays (Turquie, Maroc) tant l'indignation était forte en Italie. 1. Jean Van Lierde, Six mois dans l'enfer d'une mine belge, 1953, p.14 2. Jo Cottenier, Thomas Gounet. La Société Générale, EPO, 1989, p. 126.



Les mineurs italiens étaient logés dans des baraquements insalubres. Citoyens sans droits, les hommes avaient un permis de travail strictement limité au charbonnage. (Photo : Archives de Wallonie)

L'enfer trois ans auparavant

Témoignage de Jean Van Lierde, ancien mineur

Jean Van Lierde a travaillé 6 mois dans le charbonnage du Bois du Cazier. Il relate son expérience dans un court texte publié en 1953, trois ans avant la catastrophe (1). Ce témoignage confirme que celle-ci est la conséquence logique de la course au profit menée par la direction des Mines. Nous reproduisons quelques extraits de ce témoignage accablant.

«La quatrième nuit, le chef-porion (2) me désigne à 950 m dans une taille de 50 cm de haut; la norme est de 5 mètres de remblayage. Il y a tout de même un minimum d'entraînement nécessaire à chacun pour abattre un tel travail. J'arrivai tant bien que mal à 1,20 m. Résultat : retenue de 7/8ème de mon salaire. Je dis bien qu'on me payait une heure pour toute ma nuit. A la remontée de 6 heures du matin, deux Italiens me disaient qu'ils étaient pénalisés de 15/16ème de leur salaire, et ce, pendant de nombreux jours.»

La paie liée au rendement, et le rendement à tout prix

«Sur des dizaines de mètres de galeries, les cintres métalliques pour le soutènement et les bois de soutien sont tordus ou brisés, des blocs énormes sont prêts à tomber et chutent d'ailleurs de temps en temps. Dans les tailles, nous trouvons régulièrement des rondins de soutien qui basculent à la moindre secousse, d'autres, cassés, sont laissés tels, alors qu'ils sont la seule assurance contre les éboulements. Tous ces faits éclairaient la cadence des accidents passés ou futurs. En passant dans la taille, je vérifiais les étaçons en rondins pour la sécurité de tous, et celle des

étrangers qui craignent trop souvent de protester pour ne pas perdre leur place ou ne pas être renseignés au patron. Plusieurs fois, je refusai de travailler à des endroits où le boisage était carnavalesque, ce qui m'attirait les grognements des porions, terrassés par les statistiques de rendement, les normes à respecter, et angoissés par les rapports à faire au terme de la journée.»

Au dispensaire de la mine

Une nuit, Jean Van Lierde est frappé au visage par un supérieur pour avoir protesté à ses brimades. Il a l'arcade sourcilière ouverte. Le lendemain, il se présente au dispensaire de la mine avec 12 autres camarades blessés. «Deux Italiens et un Africain ont les doigts coupés et purulents. Un coup d'oeil et le docteur dicte à l'infirmière : "Aptes au travail". Les copains protestent. "Assez de

carottiers", glousse le toubib. Le quatrième arrive, voûté : "J'ai reçu un wagonnet dans le dos, cette nuit". Contrôle : une tape percutante à l'endroit propice. Hurllement. Diagnostic : "Tu te feras masser, ce soir tu peux reprendre. — Mais, docteur, je travaille au marteau-pic, c'est impossible de me redresser.

— Tut, tut, essaie, tu reviendras si ça cloche".

Je suis éberlué. Un Slave a eu le pied écrasé par un gros caillou. Après plusieurs semaines dans le plâtre, il est contraint de reprendre le boulot en boitant. S'ils n'y vont pas, pas de salaire pour accident. Et l'avis d'un médecin privé est nul.»

1. Jean Van Lierde, Six Mois dans l'Enfer d'une Mine belge. Le Bois du Cazier à Marcinelle avant la catastrophe du 8 août 1956, Service d'éditions de la fédération bruxelloise des J.G.S., 1953.

2. Le porion est un adjoint des ingénieurs, une sorte de contremaître.

Soirée : «Une autre vue sur le drame du Cazier»

Vidéo : «Nous avons fait du charbon» (qui sera diffusée aussi à la RTBF le mardi 6 août à 21H45).

Commentaire et discussion : Pourquoi ce drame ? Quelle est la responsabilité de la direction des charbonnages ? Celle du gouvernement et de la social-démocratie ?

Invités : d'anciens mineurs ainsi qu'un spécialiste de l'histoire de la région.

Organisée par le PTB : **jeudi 8 août à 19 heures** à la maison médicale de Marcinelle. Rue de la Babotterie 87 à 6001 Marcinelle.

Dimanche 1er septembre à 14 h, le PTB organise une visite au Bois du Cazier. Vous pouvez vous inscrire dès maintenant en téléphonant à la maison médicale de Marcinelle : 071/ 47.64.96.

Directeurs acquittés, sauveteurs taxés

La responsabilité des propriétaires du Bois du Cazier dans le drame du 8 août crève les yeux. Pourtant, le procès devant le tribunal correctionnel de Charleroi s'est soldé par l'acquittement des dirigeants du charbonnage. Les administrateurs avaient 10 avocats, les meilleurs du pays. Mais les 80 veuves italiennes devaient se contenter d'un seul avocat. En appel, un ingénieur a reçu une peine avec sursis, mais les plus hauts responsables ne furent pas

inquiétés. Egalité devant la justice ou justice de classe ?

C'est à raison qu'on salue le courage des sauveteurs qui ont bravé la mort pour sauver leurs camarades. Ce qu'on ne dit pas, c'est que la récompense pour leur sacrifice fut... une deuxième feuille de contributions pour heures supplémentaires. Suite à leur protestation, le Ministère des Finances leur envoya le mot suivant : «Tout salaire gagné en Belgique est imposable».

Le PS "aide" les mineurs : 13.000 F de moins par mois

Les mandataires socialistes se targuent d'avoir entrepris la reconversion du Bois du Cazier. Leur intérêt pour le site est pourtant tardif. En 1984, un groupe d'ouvriers d'origine italienne se constitue pour sauvegarder le site. Le bourgmestre Van Cauwenbergh refuse. En 1986, un employé révèle que le "plan de secteur" de la Ville ne protège en rien le Cazier. Il fallut une pétition internationale qui recueillit 10.000 signatures pour en obtenir le classement en 1991.

Pour le Parti socialiste, il est tout à fait possible "d'honorer" la mémoire des mineurs, tout en agressant leurs revenus. Le

gouvernement CVP-PS, dans le cadre des mesures du Plan global, a décidé en mars 1994, de supprimer les «facteurs socio-économiques» dans le calcul de leur indemnité pour maladie professionnelle. Par la grâce du CVP-PS, les mineurs pouvaient perdre 13.000 F et plus par mois. Le 28 septembre 1994, les mineurs de la Centrale Générale (FGTB) montraient au ministre Magda de Galan, les radiographies de leurs poumons silicotiques. Suite à cette action, le gouvernement fut obligé d'atténuer l'effet du Plan global. Mais les mineurs revendiquent la suppression pure et simple de ces dispositions.

Le Front National à la commémoration ?

Dans son dernier mensuel (juillet 96), le Front National appelle tous ses élus à participer à la commémoration de la catastrophe d'août 56 : «N'oublions jamais le sacrifice de ces mineurs qui, bravant la mort, ont arraché du sol wallon l'or noir qui fit notre fortune et notre grandeur pendant des années.»

Le drame des mineurs a-t-il fait "notre" prospérité ? Non, le Cazier montre la brutalité de l'exploitation subie par tous les travailleurs pour engraisser les propriétaires d'usines et les banques. Le sort des mineurs fait-il notre "grandeur" ? Non, il constitue un épisode dramatique et injuste de l'histoire du capitalisme.

Ce parti n'a rien à faire à la commémoration. Il défend la politique des directeurs des charbonnages et du gouvernement belge : utiliser le racisme et les discriminations pour se fournir une main-d'oeuvre sans-droits, corvéable à merci. Le Bois du Cazier est le symbole de l'unité des travailleurs de toutes les nationalités et de l'antiracisme, des valeurs à l'opposé de celles du FN.

Par cette honteuse tentative de récupération, les fascistes veulent masquer leur soutien sans limites au patronat. Nous espérons que les syndicats et l'amicale des mineurs feront tout pour obtenir l'interdiction de la présence de mandataires FN à la commémoration.

Un symbole de la résistance antifasciste

Il est une autre raison pour empêcher le FN de prendre part à la commémoration. Le site du Cazier est aussi le symbole de l'histoire de la résistance à l'occupation nazie. L'armée allemande entreposait de la dynamite dans le fond de la mine. Dans la nuit du 12 avril 1942, un groupe de 12 partisans armés organise un vol de dynamite avec l'aide de la cellule communiste du charbonnage et des travailleurs de la pause de nuit. Ce fait rappelle l'héroïsme de la classe ouvrière dans la lutte contre le fascisme. Aucun site,

sinon le camp de Breendonck, ne se prête aussi bien à célébrer les exploits de la résistance. C'est hélas un aspect de l'histoire du Cazier qui n'occupe aucune place dans les commémorations officielles, ni dans le projet de reconversion du site.

(Lire à ce sujet : Yvonne Ledoux, Benoît Michiels et Ivan Moka, Partisans au Pays Noir, Editions EPO, 1995).

EDITORIAL

Des généraux turcs à la tête de l'armée belge ?

Herwig Lerouge

L'armée et la gendarmerie mènent une guerre secrète contre leur propre population baptisée "ennemi intérieur".

L'état-major de l'armée utilise ses 8600 officiers de réserve pour surveiller les habitants issus de l'immigration, qualifiés d'"ennemi potentiel". La gendarmerie examine, de façon illégale, les données personnelles de 400.000 personnes sous le prétexte de "lutter contre la mafia turque".

Les responsables de cette agitation raciste doivent être écartés de l'armée et de la gendarmerie. Mais le ministre Poncelet a déjà fait savoir qu'il veut remplacer «l'ennemi immigré» par un «ennemi plus pluriforme». Il entend par là «tout individu dont la loyauté envers l'Etat est suspecte... qui conteste notre Etat démocratique ou même qui remet en question son existence». (Gazet van Antwerpen, 2.8).

La surveillance de "l'ennemi intérieur" cadre dans la stratégie de l'Otan. Et celle-ci ne laisse subsister aucune ambiguïté à propos de la définition de cet ennemi : communistes, syndicalistes combattifs, pacifistes, militants tiersmondistes. Elle a déjà organisé des exercices contre toutes ces catégories.

Les responsables du monde occidental n'ont aucune confiance dans l'avenir de leur système capitaliste.

Leur austérité, la destruction des acquis sociaux, le chômage insoluble créeront des crises et des luttes sociales dans toute l'Europe. Leur soif de profit les amène à préparer une guerre de conquête contre la Russie pour le pétrole du Caucase. L'Otan est leur instrument.

Pour briser la résistance à ces plans, l'Otan exige la sécurité interne. Dans les faits, cela signifie la préparation d'un régime de dictature militaire. La Turquie, allié fidèle de l'Otan, préfigure à quoi l'Alliance aboutit en période de lutte ouverte contre "l'ennemi intérieur". Nos généraux de l'Otan cotoient tous les jours les tortionnaires turcs dans les conseils de l'Alliance et les exercices militaires. Nos gouvernants incitent chez nous à la chasse à l'immigré musulman, mais sont les meilleurs amis du seul gouvernement intégriste d'Europe, le gouvernement turc. Mais ces intégristes-là sont d'ardents défenseurs des intérêts de l'Otan.

La lutte pour la paix et les droits démocratiques passe par la lutte contre l'Otan et ses plans de dictature militaire. Ce pacte agressif et dictatorial doit être dissous.

Les responsables de la note raciste doivent être écartés de l'armée. Il faut supprimer les unités de l'armée (DMT) destinées à la lutte contre la population. Toute surveillance politique de la population doit être interdite. L'armée ne peut pas utiliser des civils comme informateurs.

Malades : pilule amère

La première mesure préfigure ce qui va suivre

Les excellences ministérielles sont en vacances. La seule mcadeau éfigure ce qui va venir après le 26 août : des mesures bidons contre les riches, la dégelée pour les travailleurs.

Frans Van Acoleyen

Dehaene et Vande Lanotte disposent depuis deux semaines de trois lois-cadres, dont une pour le budget. Pourtant, le gouvernement s'est limité jusqu'à maintenant à prendre trois mesures dans l'assurance-maladie. Pendant ce temps, les collaborateurs des ministres préparent en groupes de travail les mesures avec lesquelles ils veulent nous envoyer à l'allure du TGV à la décrépitude sociale.

Les trois mesures déjà prises concernent le secteur des médicaments :

- 1) Une taxe spéciale de 1,8 milliards est levée sur le chiffre d'affaires des firmes pharmaceutiques.
- 2) Le prix de tous les médicaments dont la licence date de plus de 15 ans doit baisser de 4 %.
- 3) Le remboursement de certaines préparations magistrales (préparées par le pharmacien) est supprimé. Cela rapportera 375 millions cette année et 1,5 milliard à partir de l'an prochain.

De la poudre aux yeux

Les deux mesures qui "touchent" les entreprises pharmaceutiques sont du bidon. D'une part, la taxe de 1,8 milliard n'est pas une nouvelle mesure : elle est simplement levée parce que les trois milliards d'économies prévus n'ont pas été atteints. D'autre part, les firmes pharmaceutiques ont reçu l'assurance de récupérer grassement leur "sacrifice" sous la forme d'une reconnaissance et d'un remboursement plus rapide de médicaments nouveaux et chers.

Par contre, la troisième mesure touche très durement les patients, en premier lieu les moins favorisés. Car c'est justement à ces malades que les médecins administrent surtout des prescriptions magistrales, parce qu'elles sont moins chères.

Une nouvelle fois, le ministre PS des Affaires sociales, De Galan, et son collègue SP de la Santé publique, Colla, rompent leur promesse de ne pas s'en prendre aux pauvres. Et leur engagement d'économiser dans le secteur des soins de santé sans s'en prendre aux patients et de ne faire payer que l'industrie pharmaceutique est



Magda De Galan (PS) et Marcel Colla (SP) font payer une bagatelle aux industries pharmaceutiques. En même temps, ils leur accordent un bien plus gros cadeau : la reconnaissance accélérée par l'INAMI de leurs nouveaux et coûteux médicaments.

faux lui aussi.

D'abord, la baisse de prix des médicaments — 2 % en juin et encore 4 % maintenant pour certains — est bien peu de chose pour les fabricants de médicaments. Ils la récupéreront bien vite en augmentant très rapidement leur chiffre d'affaires. L'an passé, Janssen Pharmaceutica a enregistré un chiffre d'affaires record de 28,1 milliards (+ 6 %) et un bénéfice net de 6,1 milliards (- 10 %). La baisse du bénéfice net était uniquement due à une augmentation des amortissements et à 4,6 milliards d'investissements nouveaux (+ 29 %).

Ensuite, les médicaments actuellement sur le marché sont, économiquement parlant, des produits amortis, qui ont déjà rapporté des profits au centuple. On sait que 80 % des médicaments seront remplacés dans un délai de 3 à 5 ans par des médicaments nouveaux et plus chers.

Par ailleurs, la baisse de prix ne frappe que les médicaments remboursés. Mais 40 % des médicaments (notamment la plupart des antidouleurs) ne sont pas remboursés. La baisse

de prix a du reste déjà eu une conséquence remarquable : la plupart des pilules anticonceptionnelles ont été retirées de la catégorie des médicaments remboursables, de telle sorte que la baisse de prix ne s'applique pas à eux. La pilule n'est remboursée qu'à 20 % et les fabricants ont calculé que leur chiffre d'affaires ne baisserait pas trop. Qui va risquer une grossesse non désirée pour 1 franc par jour, écrivent-ils dans les dépliants publicitaires qu'ils adressent aux médecins.

Firmes pharmaceutiques plus riches, malades plus pauvres

Il y a aussi de plus en plus de médicaments très chers qui ne sont pas remboursés ou qui n'entrent en considération pour le remboursement que lorsqu'ils sont en usage depuis longtemps. Le Beta-interferon par exemple, qui peut stopper la paralysie progressive dans la sclérose en plaque. Il coûte 23.000 F par mois, entièrement

aux frais du malade.

Le bouquet, c'est qu'en échange de la réduction de prix, le secteur pharmaceutique a obtenu que la procédure de reconnaissance permettant de mettre un médicament sur le marché soit réduite de manière draconienne. De la sorte, des médicaments peuvent être mis plus vite sur le marché et fournir plus longtemps des bénéfices élevés. En agissant ainsi, le gouvernement a rencontré une revendication stratégique de l'industrie pharmaceutique.

L'influence du lobby pharmaceutique a toujours été très forte dans les cabinets PS des Affaires sociales. En 1993, l'ancien directeur médical de l'hôpital Erasme et professeur à l'ULB, Alain De Wever, a quitté le cabinet du ministre Moureaux pour devenir directeur de la section belge de la firme américaine Glaxo, la plus grande multinationale pharmaceutique au monde.

Préparer dès maintenant une grève générale contre les lois-cadres est la seule manière de mettre un terme à une politique qui fait saigner les travailleurs et enrichit les multinationales.

"Docteur, investissez dans de nouveaux médicaments (et prescrivez-les)"

Comme médecin du PTB, je ne reçois pas souvent de conseils de placement. Mais le mois dernier, la Kredietbank m'a envoyé la lettre suivante.

«Investir en toute sécurité dans les entreprises pharmaceutiques dans le monde entier ! Cela vous tente sans aucun doute. Non seulement parce que l'industrie pharmaceutique est très florissante ces dernières années, mais surtout parce que les perspectives d'avenir y sont extrêmement positives.

En effet, les connaissances croissantes dans le domaine des soins de santé et le vieillissement de la population offrent des perspectives intéressantes pour de nouveaux développements pharmaceutiques. Votre spécialisation vous permet d'évaluer correctement l'importance de l'industrie pharmaceutique. La Kredietbank a mis au point un fonds pharmaceutique fiscalement attractif pour investir dans les plus grandes entreprises pharmaceutiques. A l'échéance, vous récupérez toujours votre

investissement, augmenté de 115 % de la plus-value des actions de ce fonds.»

Suit une liste reprenant les principales entreprises pharmaceutiques du monde qui promettent au médecin des montagnes d'or sans risque, grâce au "KB Equisafe Pharma Invest-1". Et naturellement, ces firmes espèrent que le médecin actionnaire prescrira allègrement leurs médicaments.

(FVA)

Gendarmes assassins

Le parquet requiert le renvoi au tribunal correctionnel des deux gendarmes qui ont tué un jeune Roumain, le 13 janvier à Charleroi, alors qu'il tentait de fuir à bord d'une Mazda volée. La thèse de la légitime défense, diffusée par la gendarmerie après le meurtre, est donc rejetée.

Le PTB et Rebelle avaient immédiatement condamné cette fusillade et exigé la condamnation et l'exclusion des gendarmes coupables. Sur base de témoignages et des impacts des balles, Solidaire avait démontré que la version de la gendarmerie ne tenait pas.

Aujourd'hui le parquet doit désavouer la version de la gendarmerie : «La position des roues de la Mazda a démontré que le Roumain n'avait nullement l'intention d'écraser le gendarme lorsqu'il avait démarré en trombe, mais bien de prendre la fuite» (Le Journal de Charleroi, 5/7/96). Le 24 octobre, la Chambre du Conseil décidera si les deux gendarmes doivent effectivement être renvoyés en correctionnelle. Une affaire à suivre...

L'Irak, six ans après

Conférence-débat, le **vendredi 9 août à 20 heures**

Au Cerisier, rue du cerisier, 20 à 7033 Cuesmes

- Quelle est la situation de la population irakienne ?
- Pourquoi le maintien de l'embargo plus de cinq ans après le retrait du Koweït ?
- Quelle est la portée de la levée partielle de l'embargo ?

Avec la participation de :

Luc Vancauwenberghe, porte-parole de «SOS Enfants d'Irak»
Serge Wasterlain, conseiller communal et délégué syndical
Alain Lejeune, vice-président de la Croix Rouge et responsable de mission en Irak
 Organisé par l'asbl Le Coron, le Théâtre des Rues et la Maison des Jeunes de Cuesmes. Renseignements : 065/84.19.01.



Serge Deruette et Raymond Vanderlooy, porte-parole du Comité 532, devant les grilles de Val-Duchesse

Pique-nique du Comité 532

Avertissement au gouvernement

Une cinquantaine de syndicalistes du Comité 532 ont pique-niqué samedi 3 août devant les grilles de Val Duchesse.

Jan Vande Putte

S. Deruette et R. Vanderlooy, porte-parole du Comité, lancent un avertissement. «Les plans concoctés derrière ces murs nous conduiront à une situation comparable à celle de 1993 et au Plan global. A l'époque, la réaction des syndicats a été interrompue prématurément, à défaut d'une alternative claire. Notre programme veut donc d'abord faire payer les vrais riches, les grosses fortunes, les banquiers, le capital pour le financement de la Sécurité sociale, de l'enseignement, des services publics et

pour les 32 heures.»

Pour le Comité, «les égoïstes sont ceux qui continuent à doubler leurs revenus tout en exigeant le démantèlement de la Sécurité sociale; ceux qui, en pleine crise, continuent d'augmenter leurs bénéfices alors qu'ils jettent des centaines de personnes sur le pavé.»

Raymond Vanderlooy : «Nous nous sommes inspirés du programme des enseignants, qui veut faire payer les riches pour un enseignement de qualité, ainsi que de la lutte des ouvriers de Clabecq, qui luttent pour sauvegarder leur emploi. Notre comité met également

l'accent sur l'unité des travailleurs, contre ceux qui exploitent à nouveau les contradictions communautaires afin de démanteler plus facilement la sécurité sociale. Nous proposons aux syndicats une alternative pour engager la lutte contre les plans gouvernementaux à partir de septembre. Les syndicats représentent deux millions et demi d'affiliés. 80 % des familles sont des travailleurs. Voilà notre force, qui nous permet de dire : nous ne sommes pas les égoïstes. Aux grosses fortunes et aux capitalistes de payer.»

Nouveau rendez-vous : meeting du Comité 532, le **vendredi 23 août** à 17 heures sur les marches de la Bourse.

Deux gendarmes payent pour le PS

Dehousse, véritable responsable de la violence à Liège

Stef Vanthuyne

Deux gendarmes subalternes ont été sanctionnés suite à l'intervention violente des forces de l'ordre à la manif liégeoise des étudiants et enseignants, le 24 novembre dernier. Sous la pression de l'opinion publique, choquée par la violence inouïe des gendarmes, le ministre de l'Intérieur, Vande Lanotte, était contraint de prendre des mesures.

Cette sanction vise à faire oublier la responsabilité politique du bourgmestre "socialiste" de Liège, Jean-Maurice Dehousse, et du ministre "socialiste" Vande

Lanotte. Avant la manifestation, le cabinet du bourgmestre avait mis en garde contre les «dérapages possibles» et annoncé des mesures exceptionnelles pour maintenir l'ordre. La presse évoquait à l'avance l'éventualité d'incidents. Le ton était donné : les responsables politiques voulaient briser le mouvement des étudiants par la violence et l'intimidation.

Après la manifestation, la démission de Dehousse a été exigée. Cette revendication reste le premier objectif. Une enquête doit examiner la stratégie, la tactique et les ordres donnés par le cabinet du bourgmestre à la

gendarmerie. Alors que maintenant, l'état-major de la gendarmerie profite de cette enquête pour sanctionner deux gendarmes actifs dans le syndicat. De plus, ils sont sanctionnés sur base du matériel vidéo pris pendant la manifestation. Cela ouvre la porte à l'utilisation des films vidéos et photos contre des manifestants.

Etudiants et enseignants sortant de la célèbre trémie et attaqués sauvagement par les gendarmes, se sont défendus à juste titre. Ils se battent pour des revendications justes, comme le refinancement de l'enseignement. La bourgeoisie, aidée par le PS,

utilise la violence pour sauvegarder ses intérêts.

Le Comité de la Trémie, constitué après la manifestation, exige le retrait immédiat de toute poursuite judiciaire contre les manifestants. Recontactez les personnalités qui se sont ralliées à cette revendication, en faisant signer les pétitions dès la rentrée et signalez toute nouvelle poursuite judiciaire au comité. Le Comité de la Trémie appelle à être présent au Palais de justice de Liège, le 7 octobre, pour le procès contre le jeune Frédéric. Pour contacter le Comité de la Trémie : Avenue F. Ferrer 26 - 4040 Herstal - Tél 041 / 64. 73. 33.

EN BREF

Eerdekens «rattachiste» ?

Suite à une erreur de traduction, le dernier numéro de Solidaire a affirmé que le député PS Claude Eerdekens «avait mené le plus grand tapage» en présentant au parlement la menace de rattacher la Wallonie à la France. Il fallait lire que sa menace «avait reçu le plus grand écho», et l'article laissait bien entendre que l'offensive venait entièrement des partis traditionnels flamands. Eerdekens n'a en effet que réagi à ces provocations soutenues. Mais alors, de façon très bête. Il a d'ailleurs vite précisé son attachement à l'unité du pays et son opposition à toute forme de fédéralisation de la Sécu, un mécanisme qui mènerait à l'éclatement du pays. Apparemment, Eerdekens se rend compte qu'il n'y a presque aucune base sociale et politique pour ces idées en Wallonie. Le «rattachisme» y est l'affaire de quelques dizaines de rigolos.

Fièvre nationaliste au PRL et au VLD

Les libéraux flamands sont terriblement touchés par le virus nationaliste. Surtout depuis que, fin mai, l'ancien président du VLD, Guy Verhofstadt, jusqu'à présent plutôt «belgiciste», a stigmatisé «le refus de nos voisins du sud» de faire des économies et exigé pour la Flandre une «autonomie fiscale et de larges compétences en matière de Sécurité sociale.» Le député Patrick Dewael surenchérit : «l'essence du débat sur les lois-cadres est leur dimension communautaire, les transferts de la Flandre vers la Wallonie!» Le dirigeant des libéraux francophones, Didier Reynders, a déclaré quant à lui : «Je suis autant francophone que le VLD souhaite être flamand.» (Compte rendu analytique 15/7/96, p. 1988).

Michel Nollet critique le SP

Le président de la FGTB s'en prend aux socialistes flamands : «Le SP suit le triste mouvement de communautarisation des problèmes. Il se positionne comme parti flamand et il est entré implicitement dans le processus de remise en cause de la solidarité nationale.» (La Wallonie, 26/6). Le bureau du SP a en effet approuvé une note du président du parlement flamand, De Baetselier, qui réclame l'autonomie fiscale et la régionalisation d'une partie des soins de santé.

Un médecin contrôle pour Johan Van Hecke ?

S'agissant d'une affaire privée, nous ne nous sommes pas étendus jusqu'à présent sur les tribulations sentimentales de Johan Van Hecke. Mais il en va tout autrement lorsqu'on constate que l'ancien président du CVP va rejoindre sa nouvelle compagne en Afrique et se fait excuser pour maladie pendant un mois lors des débats parlementaires sur les lois-cadres. Cela illustre les privilèges dont bénéficient les «élus du peuple» sous le capitalisme. Dans un cas pareil, un travailleur du privé ou un fonctionnaire doit présenter une attestation médicale mentionnant qu'il a le droit de quitter le domicile. La plupart du temps, il aura la visite d'un médecin de contrôle et il devra rester disponible vis-à-vis du contrôle médical. Partir vers un autre continent sera tout à fait exclu, sauf s'il abandonne son salaire.

L'armée vous tient à l'oeil

Un plan raciste pour préparer la guerre et la répression des luttes ouvrières

Dans le document qui figure ci-contre, le commandement de l'armée désigne la population immigrée comme le nouvel "ennemi potentiel" en cas de conflit militaire. Selon le colonel Devleeschouwer, officier opérations du DMT (Défense Militaire du Territoire) de l'état-major d'Evere, il faut indiquer des officiers de réserve pour espionner les immigrés.

Herwig Lerouge

Sont particulièrement visés : les immigrés qui «se sont établis dans les grandes agglomérations où se trouvent aussi les principaux organes de décision, les ports et les centres industriels». Cet espionnage contre les immigrés est nécessaire maintenant, en temps de paix, car «l'ennemi» tente maintenant aussi, par la «subversion, la propagande et la désinformation, d'affaiblir la motivation de la population et des forces armées» et il peut se livrer au «sabotage, à la provocation et au soutien au terrorisme». Les officiers de réserve doivent «aux alentours des points sensibles s'engager au travail dans les provinces comme "un agent de quartier dans son quartier". Ainsi, une relation de confiance doit se nouer entre le personnel et les services de police et de gendarmerie, les gardes champêtres et gardes forestiers des provinces.» Les renseignements obtenus sont, selon toute probabilité, transmis au SGR, le service de renseignements de l'armée. Les directives du document ont déjà été appliquées fin 1995, au cours d'un exercice DMT du Commando Région Bruxelles/Brabant, à Meise. Les officiers de réserve de cette région y ont reçu le thème suivant : «Un mouvement de terreur s'affirme dans la plupart des grandes villes européennes. (...) Les communautés d'émigrants originaires pour la plupart de Moslavie (sic !) affichent leurs idées anti-européennes et anti-américaine...» (1). Au cours de la même période, le

syndicat socialiste des employés, le Setca de Bruxelles-Halle-Vilvorde a appris que diverses entreprises avaient reçu un formulaire à compléter, surtout concernant le nombre de travailleurs immigrés qu'ils employaient. Selon *Le Soir* (2), un exercice similaire est prévu pour septembre dans la province d'Anvers.

La tête noire du DMT

Chassez le naturel, il revient au galop. Plus que jamais, l'idéologie d'extrême droite est «à la mode» dans les états-majors. Des années durant, la haine du communisme a constitué le fil noir parcourant chaque scénario des exercices militaires. Aujourd'hui, le commandement militaire estime que c'est surtout la haine des étrangers qui peut inciter les troupes à l'action.

A juste titre, diverses organisations ont déjà protesté contre ce racisme militaire. Et le général Brunin, le chef de Devleeschouwer, a été obligé de qualifier de "racistes" quelques passages du document. La moindre des conséquences que cette affaire devrait avoir, c'est que les auteurs de ce document ainsi que tous ceux qui l'ont approuvé soient exclus de l'armée. Nous ne pouvons admettre que le commandement militaire soit occupé par des adeptes du Vlaams Blok qui traitent dix pour cent de la population comme des ennemis potentiels uniquement en raison de leur origine et attisent le racisme contre ces compatriotes. Du reste,



Les plans de l'Otan prévoient également la répression des grèves. Les préparatifs de guerre vont de pair avec la répression des travailleurs.

le Blok est d'accord avec la note : «Les communautés immigrées dans les grandes villes doivent bel et bien être considérées comme un ennemi potentiel». (3) Comment peut-on admettre dans le commandement de l'armée des racistes qui concoctent des scénarios pour réaliser les plans de déportation du Vlaams Blok en cas de crise ?

Un ennemi plus pluriforme

Le porte parole du ministre de la Défense Poncelet et les auteurs du texte ont déjà fait savoir qu'ils vont remplacer «l'ennemi immigré» par un «ennemi plus pluriforme». On retournera donc à l'ennemi intérieur défini dans le cadre de la Défense Militaire du Territoire (DMT).

La "stratégie de la réponse flexible" a été élaborée au sein de l'Otan en 1967. La Belgique et les Pays-Bas sont ici un maillon indispensable comme voie d'acheminement du matériel militaire vers le front de l'ex-bloc de l'Est. Après la dispari-

tion du Pacte de Varsovie également, ils restent les routes naturelles et jouent un rôle décisif. Pendant la préparation de la guerre du Golfe, ils ont déjà servis à acheminer, par le port d'Anvers, d'énormes quantités de matériel militaire à destination de la machine de guerre américaine en Arabie Saoudite. Depuis, la stratégie de l'OTAN s'est aussi orientée vers une guerre pour le contrôle du pétrole du Caucase. La protection de ces voies d'accès contre tout sabotage par un ennemi intérieur revêt par conséquent un intérêt crucial.

La publication de l'armée Vox (n°19, 1988) écrit à propos des tâches des unités de la DMT : «En cas de conflit armé, les unités de la DMT assurent la sécurité du territoire et la protection des lignes de communication nationales et des alliés.» Dans le scénario des exercices Wintex, on apprend que l'Otan et l'état-major veulent se protéger. Il s'agit d'exercices généraux sur papier qui ont été organisés dans les années 80 en liaison avec l'Otan et

durant lesquels toutes sortes de plans civils et militaires ont été testés. Là aussi, l'ennemi intérieur et la protection du territoire jouaient un rôle essentiel. Le scénario pour les exercices de 1981 aux Pays-Bas comportait le texte suivant : «Des manifestations non-violentes contre les renforts militaires se mènent sur les lieux d'arrivage. Pendant que des cas de sabotage sont signalés dans quelques entrepôts. Partout, des tracts sont diffusés. (...) Une grève d'un jour est suivie à 70 %. Des manifestations de masses ininterrompues pour le maintien de la paix se déroulent dans les villes principales.»

Le 16 janvier 1980, l'Etat major des forces armées de l'Intérieur a donné des directives précises pour l'utilisation des forces armées pour le maintien de l'ordre public. (4).

1. De Morgen, 31 juillet 1996. 2. Le Soir, 30 juillet 1996. 3. Het Volk, 2 août 1996. 4. Jan Cappelle, Het Labyrint, SEVI, 1982/1, p.197, in Jos Vander Velpen, De CCC, EPO 1987, p.159-160.

Extraits d'un document confidentiel de l'armée

"Concept pour la défense militaire du territoire"

Voici quelques extraits du document de l'armée.

«Section 3 - La menace actuelle

1. Nous constatons qu'un grand nombre de pays et de nations veulent vivre sur le modèle occidental. En témoignent les transformations en Europe de l'Est et les tentatives de démocratisation, entre autres en Afrique. Dans le même temps, un nombre croissant d'étrangers d'origines variées — mais issus surtout de l'Afrique qui est notre principal fournisseur de matières premières — s'installent dans les pays de la Communauté européenne.

2. Nombre de communautés immigrées se sont fixées dans les grandes agglomérations où se trouvent également les principaux

organes de décision, les ports et les centres industriels. Si ces groupes de population devaient entrer clairement en désaccord avec la politique belge, ils pourraient déclencher des actions visant à contrarier cette politique ou visant à faire connaître leurs mécontentements.

3a. Comte tenu de l'actuelle absence d'intentions ou d'actions, nous pouvons limiter notre attention aux moyens dont dispose chaque opposant potentiel. Nous assurons, que tenant compte de ce qui précède, nous considérons qu'il n'existe aucune menace ouverte en Belgique, parce que cela exigerait de part d'un ennemi potentiel des préparatifs militaires importants. Mais il existe bien une menace clandestine avec un caractè-

re permanent. Un ennemi potentiel exécute en temps de paix une partie de ses missions et intensifie ses activités en temps de crise et pendant un conflit.

b. Ces missions comportent entre autres :

- la collecte d'informations militaires, politiques, économiques et géographiques

- la reconnaissance des objectifs potentiels

- la subversion, la propagande et la désinformation, afin d'affaiblir la motivation de la population et des forces armées

- le sabotage, la provocation et le soutien au terrorisme

c. Les moyens qui peuvent être mis en oeuvre :

- des agents et sympathisants qui résident le plus souvent légalement

dans notre pays. Ils font partie des milieux diplomatique, culturel, commerciaux et religieux.

- des sections de propagande et de désinformation qui manipulent toutes sortes d'activités pour, à terme, influencer les décisions politiques par la voie de l'opinion publique.

- équipes de sabotage. (...)

(b) Dossiers

(i) Le Comd établira ces dossiers par point sensible (PS) dans sa Prov. Chaque dossier comportera :

- la situation et la description du PS

- les ordres pour la surveillance-protection et l'évacuation éventuelle du PS

(c) La collecte des renseignements La mission des unités Sécurité militaire du territoire repose sur la

collecte du renseignement. Les unités doivent s'engager au travail dans les provinces comme "un agent de quartier dans son quartier". Ainsi, une relation de confiance doit se nouer entre le personnel et les services de police et de gendarmerie, les gardes champêtres et gardes forestiers des provinces, et la population qui habite aux alentours des points sensibles. Ces contacts doivent avoir été établis en temps de paix. Cela doit de préférence se produire à l'occasion des périodes de rappel.

C'est pourquoi il est conseillé d'établir une liste de ces autorités et services, avec mention de leur adresse, numéro de téléphone et fax, d'autres données qui peuvent être utiles...»

Agression de l'Otan et préparatifs de dictature militaire vont de pair

Les droits constitutionnels éliminés en "temps de crise"

Dans le document confidentiel de l'armée, le terme "temps de crise" est utilisé comme cadre d'opération pour les unités de Défense Militaire du Territoire. Et ce n'est pas un accident. Déjà dans les années 70, les généraux de l'Otan faisaient pression sur les gouvernements nationaux, dont la Belgique, afin qu'ils élaborent des lois répressives pour les temps de crise.

Herwig Lerouge

Ces lois doivent permettre, en plus de la mobilisation des unités de Défense Militaire du Territoire (DMT), d'abolir toute une série de droits constitutionnels. Au début des années 80, on a appris que le ministre de l'Intérieur de l'époque, Gramme, qui appartenait à l'aile droite du PSC, avait introduit une proposition de loi dans ce sens. L'article 1 précisait : «Dans le but de préserver la sécurité externe du pays et l'exécution des obligations découlant des traités qui assurent cette sécurité, le roi peut, sans devoir ordonner la mobilisation générale de l'armée, déclarer applicables les lois et ordonnances en vigueur en temps de guerre dont la mise en marche est indispensable.»

Censure, arrestations, perquisitions et état de siège

La législation concernant le "temps de guerre" permet la censure de la presse, l'arrestation de personnes suspectes, les perquisitions jour et nuit sans mandat

judiciaire, l'interdiction de rassemblements pouvant perturber l'ordre et le contrôle de la correspondance et des communications téléphoniques. Au cours du temps de guerre, un deuxième stade est prévu, "l'état de siège", au cours duquel les autorités militaires s'accaparent de la presque totalité du pouvoir (entre autres le maintien de l'ordre intérieur).

Bien que cette proposition de loi de Gramme n'ait pas été votée, on retrouve notamment décrit dans le livre "De dag na de bom" (Le jour après la bombe) de Schildermans l'existence de lois et d'arrêtés royaux "dormants" qui reprennent le contenu de la proposition de loi Gramme et qui, en cas de crise, peuvent passer à travers le conseil des ministres et le parlement.

Tous ces faits démontrent que pour l'armée, la sécurité interne signifie la préparation d'un régime de dictature militaire. Ils apprennent cela de l'Otan et le mettent en pratique à partir de directives de l'Alliance. La Turquie, allié fidèle de l'Otan, nous montre où l'Otan veut aller en temps de crise, en période de lutte ouverte contre "l'ennemi intérieur". Le véritable pouvoir y est aux mains des



L'Otan se prépare à la guerre contre la Russie et en préparation de ce genre de "temps de crise", la suppression d'une série de libertés constitutionnelles est prévue.

militaires, à travers le Conseil National de Sécurité, où siègent, à côté du président et de quelques ministres, les principaux chefs de l'armée. Nos généraux de l'Otan côtoient tous les jours les tortionnaires turcs dans les conseils de l'Otan, dans les exercices militaires.

Nos gouvernants et les Américains qui incitent ici à la chasse à l'immigré musulman, ennemi intérieur, sont les meilleurs amis du seul gouvernement intégriste d'Europe, le gouvernement turc. Mais ces intégristes-là sont d'ardents défenseurs des intérêts de l'Otan dans la région.

L'Otan prépare toujours la guerre

L'Otan a été mis sur pied en 1949 comme un pacte d'agression contre le socialisme en Europe de l'Est et en Union soviétique. Après la chute du Mur, l'Otan aurait logiquement dû disparaître. Mais l'alliance avait été constituée comme un instrument pour la domination de la superpuissance américaine en Europe et au Moyen-Orient. En Yougoslavie, l'Otan est intervenu pour la première fois hors de son territoire attribué.

Aujourd'hui l'Otan s'étend vers l'est et prépare l'annexion des armées de Pologne, Tchéquie, Slovaquie, Hongrie et des États baltes. Elles seront employées dans la guerre qui se prépare contre la Russie. Grâce au démantèlement de l'Union soviétique, les États-Unis et l'Allemagne surtout, espèrent conquérir le contrôle total du pétrole du Caucase. Ils ont déjà fondé un consortium qui

transfère les champs pétrolifères d'Azerbaïdjan aux sociétés occidentales, dont 44 % sont Américaines. Le pétrole de cette région passe aujourd'hui par des pipelines russes. Le consortium veut l'acheminer via la Géorgie et la Turquie vers le terminal turc de Ceyhan-Yumurtalik.

Robert Dole, le candidat républicain US à la présidence a déclaré : «La préoccupation des Américains pour la sécurité des réserves de pétrole se déplace vers le Nord, vers le Caucase, la Sibérie et le Kazakhstan.»

Une guerre de conquête pour le

pétrole du Caucase sera une guerre contre la Russie. Notre gouvernement et nos généraux sont pleinement associés à ces préparatifs de guerre. Le chef d'état-major de notre force aérienne a déclaré à propos de la situation en Russie : «Il est possible que l'Europe Occidentale doive intervenir avec des moyens politiques, mais aussi militaires, dans notre propre intérêt.»

Le capital occidental prépare la guerre pour s'emparer des richesses de l'ex-URSS. L'Otan est son instrument.

Un réseau d'information de réservistes

Certains parlementaires ont exigé qu'il soit mis fin à l'utilisation de civils (les officiers de réserve) pour la collecte d'informations parmi la population. Le ministre de la Défense affirme qu'il va les suivre. Mais la pratique révélée et contestée a été constante depuis la création de l'Otan.

Dans la périodique de l'armée Vox n° 19 de 1988 le colonel Godechoul, commandant de la province de Liège, décrit ainsi la manœuvre militaire "Oesling" : «Cet exercice sert à tester les réactions de la DMT face aux actions ennemies, qui ont pour but de détruire les points sensibles, comme les voies de communication, les ponts, les relais radio et TV. Le personnel de la DMT se compose presque exclusivement de réservistes et est en grande partie recruté dans la province même.»

Vox donne la parole au chef administratif de l'inspection de

l'Administration des Forêts : «Dans d'autres cas j'ai dû construire mon propre réseau, comme par exemple dans le petit village de Wallerode, une région jugée sensible à cause de la proximité de points à défendre. Mon neveu est un agent d'assurances, il se déplace donc beaucoup et est en conséquence un bon informateur. Il pousse la conscience professionnelle à faire le soir un tour dans les cafés, endroit par excellence où se délient les langues...»

La commission d'enquête parlementaire sur les groupes "Gladio", des groupes secrets créés dans le cadre de l'Otan et destinés à organiser la subversion en cas de guerre avec l'URSS, avait recommandé de mettre un terme à ces pratiques. Mais apparemment, le commandement de l'armée n'a tenu aucun compte de cette demande.

La surveillance des points "vitaux"

Les commandants provinciaux de l'armée doivent répartir leur province en zones. Par zone, ils doivent désigner les «points vitaux» à défendre par les unités DMT. La liste de ces points est établie par la gendarmerie au niveau des 52 districts. Par "vital", il faut entendre «essentiel pour la vie économique et sociale de la nation : centrales électriques, chemins de fer et autoroutes, ponts, mais aussi toutes les entreprises de plus de 50 travailleurs (100 pour les grandes agglomérations). Par entreprise, la gendarmerie enregistre le nom, l'adresse et les numéros de téléphone de la direction et des délégués syndicaux, le nombre d'étrangers et tout renseignement utile.» Les

unités DMT sont engagés dans des opérations de surveillance de points vitaux sous la direction de la gendarmerie. Les directives stipulent : «Le bâtiment doit être protégé à l'aide d'obstacles (murs, chevaux de frise, barbelés) se trouvant à une distance qui permet de faire feu avec efficacité... Le cours de l'École d'Infanterie d'Arlon définit comme "ennemi intérieur" : «des terroristes qui entreprennent des actions contre les autorités ou des dignitaires, des saboteurs qui détruisent des installations vitales et des personnes qui paralysent des secteurs vitaux par des actes de sabotage ou des grèves». (Jos Vander Velpen, les CCC, EPO 1987, p.159-160).



Fêtes gantoises façon PTB

«Nous ne nous laisserons pas chasser de la rue !»

Samedi 20 juillet : les ballons percés

Nous ouvrons les fêtes par une ruse : déguisés en "comité des aéronautes de Saint-Jacques", nous marchons dans la procession d'ouverture. Sur la tribune, juste à côté du bourgmestre Beke, nous dévoilons le texte avec les mesures antisociales du gouvernement Dehaene. Nous perçons les ballons et démasquons le Parti socialiste.

Dimanche 21 juillet : cherchez les dix différences

Le dimanche, nous travaillons avec "le jeu des dix différences".

Nous présentons deux dessins (de Royer).

«Bonjour Madame, Monsieur, vous cherchez avec nous les 10 différences chez Dehaene ? Vous pouvez gagner gratuitement 5 numéros de notre hebdomadaire Solidaire.» Une personne sur deux accepte de jouer. «Savez-vous pourquoi cet homme sera deux fois plus pauvre en 2002 ? C'est à cause des lois-cadres.» Au verso du jeu des dix différences, il y a une brève explication. Mais accordez la parole à Madame et Monsieur. Ils ont des choses à dire. Dites-leur que le PTB veut réagir avec leur

aide et qu'il a une alternative : prendre 500 milliards aux riches et introduire la semaine de 32 heures sans perte salariale. «Voulez-vous en savoir plus ? Dans le Solidaire de cette semaine, vous trouverez plus d'informations. Il coûte 40 francs.» Je note nom et adresse et remet la feuille avec les dix différences, pour qu'ils puissent refaire le jeu à la maison.

Samedi 27 juillet : les lois-cadres sous les feux

Hier, sept propagandistes ont été arrêtés lors d'une action pour le Rwanda. Nous décidons néan-

moins de redescendre dans la rue. Nous n'abandonnerons pas notre meilleure arme, nos contacts avec la population. Nous choisissons comme thème les lois-cadres, la plus grande attaque contre la Sécurité sociale, contre les salaires et les conditions de travail. Trois personnes reçoivent un cadre autour du cou. Une palette de couleurs à la main, un peintre remplit les cadres par des mesures de restriction catastrophiques. Beaucoup de rouge aussi, car les travailleurs vont encore saigner. Le groupe de théâtre français "Jolie Môme" ouvre le sketch en chantant l'Internationale.

Entre-temps, un groupe important de propagandistes travaille avec le jeu des dix différences. D'autres distribuent "De Gazette Van De Fieste" (la gazette des fêtes), notre tract journalier. Le public réagit avec enthousiasme.

Après une heure, un groupe de policiers avec des combinaisons blanches (par crainte de nos peintres-éclabousseurs) arrive au pas de marche. Leur mission est claire : balayer les communistes de la rue.

Brutalement, ils se jettent sur les lois-cadres. Le drapeau de Jolie Môme est déchiré. Celui qui résiste reçoit des coups. Les personnes présentes sont furieuses. Une femme éclate en larmes à la vue de tant de violence. Un jeune homme qui proteste est lui aussi traîné dans le combi.

Mais le moral est au beau fixe. Dans la cellule du commissariat, nous chantons avec ceux de Jolie Môme. Ils sont les premiers à être

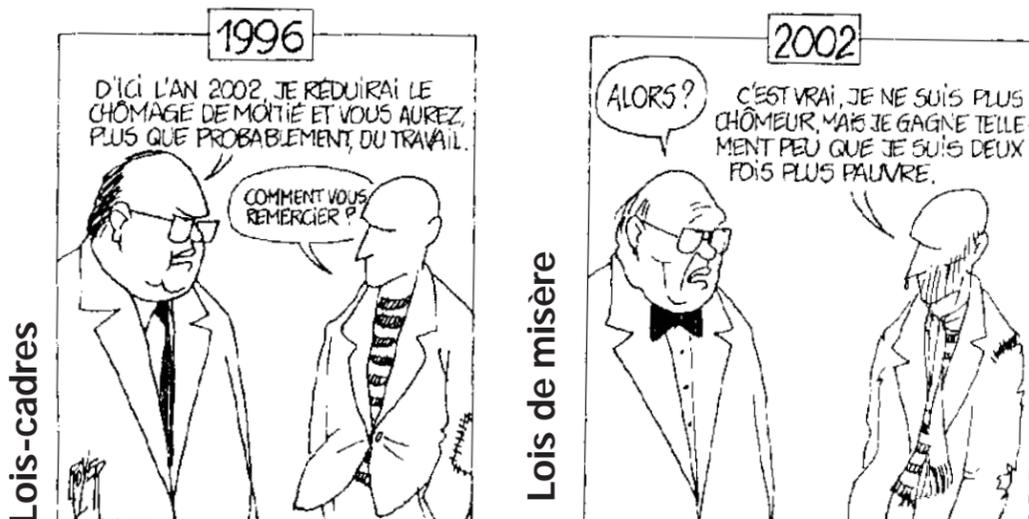
libérés. Le groupe doit se produire à 23 heures dans le Chapiteau des miroirs. Nos camarades qui n'avaient pas été arrêtés y attendent le public avec un nouveau tracts et une pétition. Lorsque tous les militants sont libérés, Jolie Môme consacre une chanson à notre parti... Nous brandissons notre drapeau rouge.

Lundi 29 juillet, le jour de bourse vide

C'est le dernier jour. Dans la nuit de samedi, nous nous sommes réunis pour une évaluation. La majorité a considéré que nous ne pouvions pas en rester là. Les gens doivent savoir ce qui s'est passé. Les journaux ne reprennent que la version de la police. Comment atteindre un maximum de gens sans être arrêtés ? Quelqu'un nous explique la méthode de la guérilla aux Philippines : apparaître puis disparaître immédiatement en se fondant dans la population. Cela nous paraît approprié. Nous établissons la carte des fêtes, avec les endroits surveillés par des caméras et ceux où sont garés les combis...

Avec une grande bourse sur la tête et une pancarte sur le ventre : "La bourse est vide à cause des lois-cadres" nous formons un long serpent à 20 bras. Les gens acceptent volontiers nos tracts. En quelques heures, nous avons visité tous les points fréquentés. Le terminus est la Belfortstraat, où nous nous sommes battus pendant toute la semaine pour avoir notre place. Puis nous hissons un grand drapeau rouge. Aux fêtes prochain-

Cherchez les 10 différences



Nos remerciements à Royer

et gagnez un abonnement à l'essai gratuit à l'hebdomadaire Solidaire Solidaire dans votre boîte aux lettres pendant 5 semaines

«Les communistes doivent être parmi les gens»

Entretien avec Claude Yande, responsable agitation du PTB à Gand

Aux Fêtes gantoises, toute propagande politique de parti était interdite...

Claude Yande. Le seul but était d'écarter le PTB de la rue. Il s'agit de faire passer les lois-cadres coûte que coûte. Pour le SP-PS qui les a préparées en cachette, dans le dos des gens, le PTB est la poussière dans l'oeil. C'est pour cela qu'il a été interdit. Qui résiste, doit être réduit au silence, même par la violence. Le SP du bourgmestre Beke avait préparé tout un plan : arrestations et répression policière brutale, campagne médiatique pour criminaliser notre parti.

La police est intervenue de manière systématique et particulièrement brutale.

Claude Yande. Lors de notre action ludique contre les lois-cadres, la police avait bloqué les rues pour ne laisser aucun militant s'échapper. Elle les a séparés des passants afin que personne ne puisse intervenir devant ces brutalités. Samedi, la police a même menacé la foule. Une atmosphère de terreur : combinaisons anti-peinture, pinces pour briser les chaînes. Manifestement, il s'agissait d'une opération organisée, militaire.

Comment les policiers ont-ils utilisé la presse ?

Claude Yande. Un article du *Gentenaar* du 25 juillet sur les gangsters, dealers et Cie se terminait par une déclaration du bourgmestre sur le PTB qui violait l'interdiction aux Fêtes gantoises. Un article du *Volk* (CVP) regroupait les P-V adressés à 51 adeptes des drogues douces et les militants du PTB attrapés en rue. Il est clair que le SP a une frousse bleue de la résistance qui s'annonce contre les lois-cadres. Pendant nos actions, nous avons constaté que les gens rejettent ces mesures. Plus que jamais, nous, communistes, avons donc la tâche d'entrer en contact avec les gens et de soutenir leur résistance.

Contenu des actions ?

Claude Yande. Nous avons aussi



En dix minutes, les militants sont brutalement jetés dans le combi, quatre flics par militant. Tout leur matériel est détruit. Big Brother SP utilise l'argent des contrats de sécurité pour de nouvelles installations d'observations et pour renforcer la présence de la police dans les rues. Les communistes sont leur cible numéro Un.

commis des erreurs. Certains d'entre nous pensaient que le bourgmestre Beke (SP), n'était pas le plus mauvais, qu'il était mis sous pression pour intervenir, mais contre son gré. La brutalité des faits montre que les dirigeants socialistes sont prêts à tout pour protéger les intérêts des riches. D'autres progressistes disent : «Si on accepte le PTB aux fêtes, les socialistes et les libéraux s'amèneront également avec leur propagande.» Mais justement, leur propagande n'était pas interdite. En plein coeur de la zone des Fêtes, au super-luxeux hôtel Sofitel, le SP a organisé une université d'été. Le VLD a placardé dans toute la ville d'énormes

affiches "Joyeuses Fêtes". Certains craignent également que si on autorise le PTB, le Vlaams Blok monte aussi sur scène. Mais comment mettre les deux sur le même pied ? Le Blok est le parti qui réclame les mesures les plus radicales contre les travailleurs et pour les capitalistes. Il est le défenseur le plus fanatique du capital. Le PTB, par contre, s'en prend aux vrais responsables de la crise. Comment pourrait-on barrer la route aux fascistes en appliquant leur revendication fondamentale : interdire les communistes ? Au prochain conseil communal, le Blok pourra bien féliciter le bourgmestre SP ! Pour s'opposer

aujourd'hui aux lois-cadres, il est vital pour chaque progressiste de

continuer à défendre la liberté pour les communistes.



Les militants du PTB l'ont entendu clairement aux Fêtes gantoises : les gens ne veulent pas des lois-cadres.

"Compagnie Jolie Môme", théâtre pour le peuple

La compagnie parisienne Jolie Môme figurait à l'affiche des Fêtes gantoises. Le jour de leur représentation, ils ont décidé de descendre dans la rue avec les communistes, malgré l'interdiction. Un groupe qui se produit avec le drapeau rouge, ça ne se voit pas tous les jours. Michel Roger nous explique pourquoi...

Michel Roger. Notre groupe existe depuis treize ans. Au début, nous nous produisons uniquement dans des salles de théâtre. Beaucoup de compagnies de l'époque sont aujourd'hui entrées dans la "culture" officielle. Mais nous sommes pour le contact direct avec les gens. Aussi, depuis cinq ans, nous nous produisons aussi dans la rue. En France, il existe une solide tradition de "chanson populaire". On nous demande souvent pour les comités de sans-abri, la CGT (syndicat



communiste), lors d'occupations d'usine et de grèves de la faim.

Quand nous avons appris le thème de votre action - Maastricht et l'interdiction de contester ces mesures - il nous a semblé évident de participer.

On dit "Pas de politique de parti aux Fêtes gantoises". Qu'en pensez-vous ?

Michel Roger. Politique et politique de parti, ce n'est pas la question. La politique fait partie de la vie quotidienne. Ici, aux Fêtes gantoises, ce sont les sponsors qui

font la politique et la culture. Les sponsors représentent le parti de l'argent. Le peuple a lui aussi le droit d'avoir sa propre culture, sa propre politique, son propre parti. L'action a suscité beaucoup de sympathie, il faut donc qu'elle puisse avoir lieu.

Certains disent : si le PTB a une place, nous devons aussi accepter le Vlaams Blok. Quel est votre point de vue ?

Michel Roger. C'est l'argument le plus fort et le plus difficile à contrer. Dans notre groupe, il y a deux opinions à ce propos. Certains considèrent qu'il faut combattre à tout prix l'extrême droite, serrer les rangs et oublier ses propres intérêts de parti. Mais faut-il interdire aux communistes de parler, parce que les fascistes ont pris trop de place aujourd'hui ? C'est paradoxal. En France, le PCF était à la tête et a

organisé la résistance contre le nazisme, alors que le parti socialiste a voté la confiance à Pétain et au gouvernement collaborateur.

Et votre expérience en prison ?

Michel Roger. C'était la première fois qu'on nous arrêtait pour nos opinions politiques. En France, un tel événement aurait provoqué une émeute. Mais nous n'avons pas peur. Nous ne sommes pas des terroristes ! Nous avons horreur du terrorisme. Et l'acoustique était excellente dans les cellules ! (Les artistes de Jolie Môme et les militants du PTB y ont chanté les chansons de la Commune de Paris, ndlr).

Pour obtenir les cassettes audio de la Compagnie Jolie Môme, adressez vous à : B.P. 22, 92235 Gennevilliers Cedex, tél. : 33-1-48 59 67 80 - Michel Roger ou Pascale Zanelli.

Les péripéties anticommunistes de P-H Spaak

Annelise Arcq

6 août 1945. Les Etats-Unis lancent la première bombe atomique sur Hiroshima. Deux tiers du minerai utilisé pour fabriquer cette bombe ont été fournis par l'Union Minière, filiale de la Société Générale, qui exploite les mines du Katanga, au Congo belge. Pendant des années, l'Union Minière a approvisionné les Etats-Unis en uranium, avec la caution du gouvernement belge mené par Spaak.

Filigrane de toute l'affaire : l'anticommunisme. C'est le mobile du gouvernement américain, celui de l'Union Minière, et aussi celui de Spaak.*

Le Katanga, actuellement la province du Shaba au Zaïre, est une vaste région dont le sous-sol regorge de minerais. Depuis le début de ce siècle, l'Union Minière (UM) du Haut Katanga y exploite des mines de métaux non ferreux, notamment l'uranium. Dans les années 43-44, Edgar Sengier, le dirigeant de l'UM, conclut avec les Américains des contrats commerciaux relatifs à la fourniture d'uranium. Fin 1943, le gouvernement américain, conscient de l'importance stratégique du minerai, souhaite obtenir le monopole d'achat de la future production d'uranium.

En mettant la main sur les réserves disponibles dans le monde, l'objectif des Etats-Unis est d'imposer leur hégémonie à tous les autres pays, mais surtout à l'Union soviétique. C'est le début de la Guerre froide.

Pour obtenir la caution du gouvernement belge, les Américains engagent, en 1944, des négociations secrètes avec quelques ministres belges installés à Londres. Ces négociations débouchent sur un accord entre les ministres "londoniens" emmenés par Paul Henry Spaak, ministre socialiste, et les Américains.

Accord secret belgo-américain

Fin septembre 1944, se forme un nouveau cabinet d'union nationale, auquel participent pour la première fois des ministres communistes. Le 11 octobre 1944, le ministre Devleeschauwer, un catholique, fait savoir au gouvernement américain que «le précédent cabinet a approuvé le contrat sur l'uranium et, parce qu'il n'est pas souhaitable que le nouveau cabinet discute du problème, les documents (formalisant l'accord) ont été datés du 26 septembre 1944». (1) Le fameux contrat, antidaté pour éviter tout débat, porte sur une période de 10 ans et doit rester secret.

Comme pour tous les autres traités, celui-ci aurait dû, pour être légalement valable, recevoir l'approbation du Parlement. Cela ne s'est jamais fait. Les ministres

impliqués dans cette affaire se sont toujours tus. (2)

Très vite, dans les premières années d'après-guerre, des interpellations fusent, à l'adresse de Spaak et de Robert Godding, ministre libéral des Colonies, sur ce qu'il est advenu de l'uranium congolais. Mais voilà, non seulement le contenu, mais l'accord lui-même doivent rester secrets. Pour savoir ce qu'ils peuvent répondre à ces questions embarrassantes, les ministres demandent plus d'une fois l'avis de l'ambassadeur américain, Alan Kirk. Celui-ci écrit, dans un télégramme adressé le 15 octobre 1946 au Département d'État à Washington : «Spaak et Godding se font de plus en plus de souci à mesure que les bénéfices (de la vente d'uranium) affluent (à l'UM). Godding n'a pas d'objection contre le contrat avec l'UM mais il doit sauver les apparences vis-à-vis de l'extérieur pour échapper à la critique des communistes.» (3)

Parapluie nucléaire contre le communisme

Le lancement des bombes atomiques en août 1945 était moins le dernier acte militaire de la Seconde Guerre mondiale que le premier acte de la Guerre froide. Malgré le fait que le Japon était pris pour cible, les armes étaient directement dirigées vers le centre rouge de l'URSS. Le but principal de l'impérialisme américain, en tuant massivement des Japonais, était de susciter la terreur chez les Soviétiques : le message principal s'adressait à Staline. (4)

La bombe a joué un rôle majeur dans la Guerre froide. Elle a déclenché une course aux armements nucléaires sans précédent. Elle fut le centre d'un chantage permanent des Américains contre l'Union soviétique, ce qui s'est particulièrement manifesté durant la guerre de Corée et la guerre du Vietnam.

Le contrat de 1944 interdisant au gouvernement belge de vendre le minerai stratégique congolais à d'autres pays que les Etats-Unis,

ceux-ci sont en situation de monopole. En échange du parapluie nucléaire américain contre le "danger rouge venant de l'Est", les alliés des Etats-Unis doivent renoncer non seulement à développer leur propre arme atomique mais aussi à l'application de l'énergie nucléaire sur toute la ligne. Même pour importer elle-même de petites quantités d'uranium à des fins de recherche scientifique, la Belgique doit obtenir l'assentiment préalable de Washington. Pourtant, un paragraphe de l'accord secret de 1944 prévoyait que la Belgique partagerait les résultats de la recherche nucléaire américaine dès que des applications non militaires, pacifiques seraient possibles. Mais en 1946, le Congrès américain supprime cette possibilité : la loi McMahon interdit aux Américains de communiquer toute information nucléaire, même à leurs alliés les plus proches. La seule clause du contrat avantageuse pour la Belgique est ainsi supprimée.

Les Etats-Unis mènent la chasse aux communistes en Belgique

La Belgique, de loin le plus grand producteur d'uranium au monde par sa colonie, semble en bonne position pour jouer un rôle de pointe dans le domaine des applications pacifiques de l'énergie nucléaire. Mais rien de tel n'était possible en raison du blocage américain. Spaak est dans de bien mauvais draps. Il doit affronter les communistes bientôt relayés par une partie de la bourgeoisie. En plus, les milieux scientifiques commencent à grogner. Dès 1947, Spaak commence à réagir en coulisses à la mauvaise volonté de Washington. Il fait remarquer au Département d'Etat que, dans un avenir proche, le contrat de 1944 devra peut-être être porté partiellement à la connaissance du parlement belge. Il souligne aussi que, en application de l'article 9a de ce contrat, une coopération nucléaire se fait de plus

en plus urgente, ne serait-ce que pour renforcer sa propre position face au nombre croissant de critiques. Il fait aussi entendre qu'étant donné la mauvaise volonté américaine, le monde scientifique belge manifeste de l'intérêt à collaborer avec les Français. Le physicien de l'atome français, Frederic Joliot-Curie venait en effet de proposer que la France transmette à la Belgique ses connaissances nucléaires en échange d'uranium du Congo. Et si ce n'est pas possible, laissait entendre Spaak à Washington, il n'est pas exclu que la Belgique procède à la nationalisation des mines d'uranium du Congo belge.

L'ambassadeur américain Alan Kirk s'empresse de discréditer toute coopération nucléaire avec la France en faisant planer des soupçons sur Joliot-Curie en raison de ses bonnes relations avec les communistes. Le ministère américain des Affaires étrangères répond : pas question de rendre public le contrat sur l'uranium, pas question de collaboration avec les Français, pas question de collaboration américano-belge. En ce qui concerne une éventuelle visite de scientifiques belges à des installations américaines, demande formulée par Spaak, le vice-ministre américain répond qu'il n'y a rien de tel à visiter pour le moment et il passe même à la contre-attaque : «Nous nous faisons du souci quant à la présence de communistes dans le conseil d'administration du programme nucléaire belge. Tout échange de renseignements scientifiques dans le domaine nucléaire est impensable si les centres scientifiques belges sont infiltrés par des communistes.» (4)

En 1948, le gouvernement américain accepte d'inviter une délégation belge à l'école de radio-isotopes de Oakridge. C'est un premier test politique : Washington veut voir jusqu'où le gouvernement belge ira dans son épuration. Le 9 mars 48, le ministre américain des Affaires étrangères écrit à Spaak qu'il ne peut être question d'envoyer des uni-

L'uranium du permis la bo



Le lancement des bombes atomiques en août 1945 (ici Hiroshima) était le principal de l'impérialisme américain était de susciter la terreur chez les

universitaires de gauche aux Etats-Unis. C'est d'abord le professeur Max Cosyns qui est visé. L'ambassadeur américain à Bruxelles écrit à son propos à Washington : «Il peut être considéré comme un communiste, un ami de Joliot-Curie, et il est très compétent en matière d'énergie nucléaire.» (5) L'ambassade considère que «le professeur Cosyns est sur ce terrain l'homme le plus dangereux de Belgique». (5) Ainsi, avant même que la liste de la délégation à Oakridge soit établie, un de nos plus éminents spécialistes, Cosyns, a été écarté... Très vite, il apparaît que l'exclusion de Cosyns n'est qu'un début : aux yeux des Américains, c'est tout le corps professoral de l'ULB qui est indigne de confiance : «L'Université de Bruxelles est sous l'influence de pensées d'extrême gauche», met en garde un

diplomate de l'ambassade des Etats-Unis, et «le choix d'un professeur de cette université (pour participer à la délégation à Oakridge) doit être opéré avec le plus grand soin». Finalement, le 3 juillet 48, Spaak fait connaître à Washington le nom des quatre savants belges de la délégation. L'ambassadeur américain lui signale qu'un des quatre sélectionnés est encore, aux yeux de Washington, un "agent de Moscou"...

Le socialiste Spaak : l'homme des Américains

L'anticommunisme a toujours guidé le "socialiste" Spaak dans ces diverses péripéties. Spaak a soutenu la politique de De Man, président du POB, jusqu'en 1940. Alors qu'en mai 1940, une partie du gouvernement

Congo belge a mbe d'Hiroshima

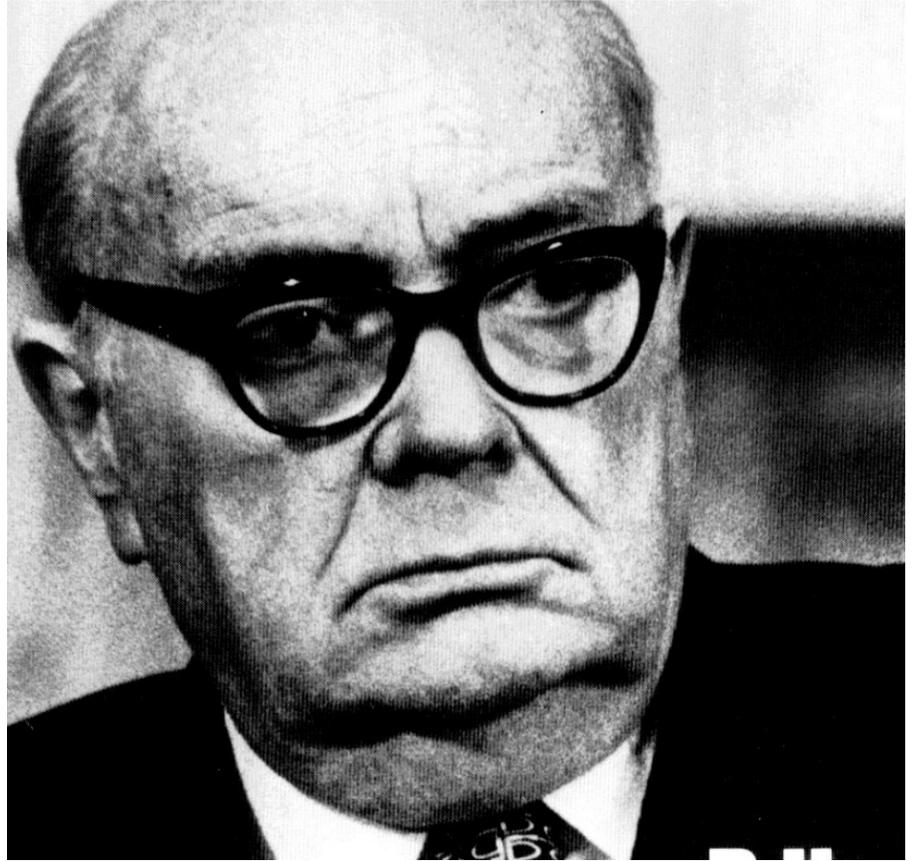


Couillonville

En 1947, Spaak avait permis une collaboration entre la CIA et les services de renseignement belges contre les activités communistes dans notre pays. L'Union Minière (UM) y collabora activement : elle finança, dès 1948, MILPOL, un service de renseignements et d'action contre les communistes en Belgique, par l'entremise du bras droit d'Edgar Sengier, dirigeant de l'UM,

Robiliart. Dès 1948, Spaak a pris des arrangements avec les services de renseignements britanniques et américains pour assurer l'évacuation du gouvernement belge et des principaux organes d'Etat vers le Congo belge, en cas de guerre. C'est dans cette perspective qu'est créée au Katanga, dans les environs de Kamina, près des mines d'uranium de l'UM, une ville nouvelle, bien vite baptisée "Couillon-

ville" dans les milieux journalistiques. Là se trouve aussi la base d'opération au départ de laquelle les services de renseignements belge, américain et britannique ont commencé à développer la structure "stay-behind", réseau de groupes de renseignements et d'action anticommunistes. Cette organisation est maintenant connue sous le nom de Gladio.



Paul Henry Spaak, ministre socialiste, négocia en secret avec les Américains en 1944, la livraison exclusive de l'uranium du Congo pour la bombe d'Hiroshima. L'URSS était la véritable cible.

Un service secret nommé "Crocodile"

La CIA garantit la livraison de l'uranium

L'Union Minière (UM) du Haut Katanga occupe une place centrale dans la Guerre froide contre l'URSS. Les mines du Katanga sont d'une telle importance stratégique que le Pentagone prend des mesures pour assurer son approvisionnement en uranium dans toutes les circonstances. En 1948, le Département d'Etat américain prévient Spaak que les mines d'uranium pourraient bien être un jour la cible d'un raid aérien de commandos soviétiques en cas de troisième guerre mondiale et il se dit inquiet des "activités communistes" dans la colonie belge. En 1948, la direction de l'UM installe au Katanga un réseau de renseignement privé, dénommé "Crocodile", dont les collaborateurs figurent sur les listes du personnel de l'UM et travaillaient en collaboration

avec la Sûreté belge. (1) Ce réseau, dirigé contre les activités communistes dans la colonie, était un service parallèle qui marchait en partie dans les plates-bandes de la Sûreté de l'Etat. Mais, selon les chefs d'Etat major américain, le plus grand danger pour la sécurité des mines d'uranium n'est pas tellement une attaque de paras russes mais bien la possibilité sérieuse que l'approvisionnement en uranium soit interrompu par l'éclatement d'une grande révolte des ouvriers congolais contre leur exploitation par l'UM. Cette exploitation est si grande que les coûts de production de la mine de Shinkolobwe, la plus grande du monde, sont de loin inférieurs à toutes les mines d'uranium de cette époque. Et les bénéfices de l'UM sont proportionnels. Les hauts dirigeants militaires con-

seillent donc d'accorder plus d'attention au contrôle des ouvriers des mines. Pour y contrer une éventuelle agitation communiste, le Pentagone propose même que la CIA organise elle-même des actions de sabotage clandestines que l'on pourrait attribuer aux communistes dans le but de les discréditer. Ceci figure dans un document de 1951 intitulé *Summary of Efforts to improve security of the Belgian Congo*. Un scénario détaillé est également mis au point pour assurer le transport aérien du minerai katangais en cas de crise, par des appareils de la US Air Force. (2)

1. Hans Depraetere, Jenny Dierickx, La guerre froide en Belgique, EPO, 1986, p.124.
2. Walter De Bock, De "Pentagon Papers" : de uraniumkrachttoer van Spaak, De Morgen, 6 au 10 août 1991.

moins le dernier acte militaire de la Seconde Guerre mondiale que le premier acte de la Guerre froide. Le but Soviétiques.

avait décidé de déménager à Londres, Spaak était envahi par le doute. Il envisageait de rester aux côtés du roi et de De Man, qui avait salué l'invasion nazie comme une "libération". Léopold aurait apprécié cela. Une dernière rencontre avec le roi, le premier ministre Pierlot et les ministres Denis et Vanderpoorten l'a fait hésiter. Il envisageait encore de démissionner, mais Pierlot lui a conseillé de bien réfléchir. Pierlot lui a pris le bras, témoigne la fille de Spaak par la suite, et ce geste physique et amical a fait basculer Spaak, qui a finalement décidé de rester dans le gouvernement. (6) Ce qui lui a permis de rester ministre des Affaires étrangères ou premier ministre de 1936 à 1949, puis à nouveau ministre des Affaires étrangères de 1954 à 1957 et de 1961 à 1966. En 1957, il est même devenu pour quatre

ans secrétaire général de l'OTAN. (7)

C'est la haine du communisme qui l'a guidé dans l'élaboration d'un pacte militaire entre l'Europe occidentale et les Etats-Unis, comme il l'explique dans un discours à l'ONU en 1948. « Savez-vous quelle est la base de notre politique ?, déclare-t-il en réponse au délégué soviétique. La peur de vous, la peur de votre Gouvernement, la peur de votre politique. (...) Je sais quel service incommensurable serait rendu au monde si l'on parvenait à nous libérer de la peur. » (8) Les Américains ont considéré que les socialistes belges pouvaient le mieux éliminer les communistes. Ce qui n'était pas facile : les communistes avaient acquis un grand prestige dans la clandestinité et leur parti était considéré comme celui de la résistance. Les Améri-

cains ont pu compter sur la collaboration zélée de Paul-Henri Spaak.

* Article basé sur un dossier de Walter De Bock, De "Pentagon Papers" : de uraniumkrachttoer van Spaak, De Morgen, 6 au 10 août 1991.
1. Helmreich Jonathan, Gathering Rare Ores, Princeton University, 1986.
2. Au grand étonnement de Sengier, de Spaak et de l'ambassadeur américain, Gaston Eyskens a dit à la Chambre, le 18 août 1949 : « Je déclare formellement qu'il n'existe aucun accord secret avec quelque autre Etat pour la livraison d'uranium. »
3. De Bock Walter, op. cit.
4. Ludo Martens, Un autre regard sur Staline, EPO.
5. Guy Van den Noortgate, La Belgique nucléaire, Editions Luc Pire, 1996, p.62.
6. Jan Velaers et Herman Van Goethem, Léopold III, de Koning, het Land, de Oorlog, Lanoo, 1994, p.239.
7. Walter De Bock, Les plus belles années d'une génération, EPO, 1983, p.69
8. Discours à l'ONU, 28.9.48.



Ils viennent des collines...

De notre envoyé au Mexique, Pol De Vos

Le massacre d'Agua Blancas : le 28 juin 1995 dans l'Etat mexicain de Guerrero, des troupes de la sécurité ont provoqué un bain de sang en assassinant froidement 17 paysans (photo : leurs tombes). Le 28 juin dernier, plus de 5.000 militants du large Front du mouvement de libération nationale ont participé à une commémoration solennelle.

A la fin de cette manifestation, une centaine de guérilleros masqués et armés sont descendus des collines environnantes pour la première fois. Ils ont été longuement acclamés.

Mexique : une nouvelle guérilla

«Nous avons échangé nos outils contre des armes»

Les guérilleros se présentant comme Armée révolutionnaire du peuple (EPR - Ejército Popular Revolucionario), ont rendu hommage aux paysans assassinés. Un jeune indien a lu un manifeste : «Un an après le massacre d'Agua Blancas, rien n'a changé à Guerrero. Répression, persécutions, arrestations, massacres, tortures et disparitions constituent toujours la politique officielle du gouvernement, comme en 1967 et 1968, lorsque les comandantes Lucio Cabañas Barrientos et Genaro Vázquez Rojas (1) ont pris les armes contre l'exploitation et la répression. C'est leur expérience et leur attitude révolutionnaire qui encouragent aujourd'hui le peuple mexicain à engager la lutte contre l'injustice permanente.»

Nés de la souffrance, de la misère et du courage

«Au Mexique, il n'existe pas d'Etat de droit. Le gouvernement illégal fonde essentiellement son pouvoir sur les armes de la police et de l'armée. Face à la violence institutionnalisée, la lutte armée est un moyen légitime et nécessaire pour le peuple. Nous sommes issus de la souffrance des veuves et des orphelins, de l'absence des proches disparus, de la douleur des prisonniers torturés, du courage de ceux qui ont été arrêtés et emprisonnés sans raison, de l'incertitude de ceux qui sont



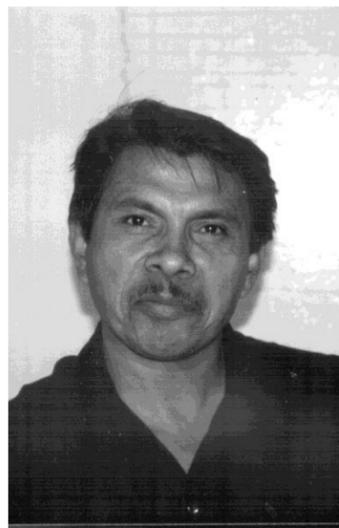
Manifestation du FACMLN, le Front pour la Construction du Mouvement de Libération nationale.

poursuivis pour leur engagement social et politique, de la réalité quotidienne des meurtres, de la répression, de la misère, de la faim et de la maladie.

Le droit et la justice sont de notre côté. Nous avons décidé d'échanger nos outils contre des armes pour lutter et contribuer au renversement du grand capital et du gouvernement anti-populaire. Nous avons créé un instrument supplémentaire pour la lutte : l'armée révolutionnaire du peuple.

Nous appelons toutes les organisations démocratiques, syndicales, politiques, progressistes et révolutionnaires à réunir toutes les formes de combat pour acquérir la justice, la démocratie, la liberté et la dignité de tous les Mexicains.» L'EPR n'a pas encore déclaré ouvertement la guerre au gouvernement : «Aujourd'hui, nous nous limitons à la propagande révolutionnaire, ayant reçu l'ordre d'éviter au maximum les confrontations avec la police et l'armée.»

«Les actions militaires restent limitées. Il s'agit uniquement de poursuivre certains individus pour détention illégale d'armes», déclare un porte-parole de l'armée. (2) En réalité, l'Etat de Guerrero est déjà très militarisé et l'armée fédérale augmente la répression.



Menacé de mort, Benigno Guzmán, cofondateur de l'organisation paysanne OCSS, a dû déménager l'an dernier à Mexico. Le gouvernement l'accuse d'être un dirigeant de l'Armée populaire révolutionnaire.

Des troupes d'autres Etats fédérés sont acheminées, avec des armes lourdes, des chars, de l'artillerie et des blindés. Faute d'ennemi visible, les militaires s'en prennent aux organisations paysannes légales. Les organisations membres du front FACMLN sont persécutées, surtout l'organisation paysanne combattive OCSS (Organización Campesina de la Sierra del Sur). (3) Amnesty International déclare que les militaires tirent sur des paysans sans armes à partir d'hélicoptères de l'armée. L'organisation humanitaire accuse l'armée d'être responsable des disparitions. (4)

L'armée répond par la répression aveugle

Hilario Mesino Acosta, fondateur de l'OCSS, a été incarcéré et torturé. On l'accuse d'avoir des liens avec l'EPR. Sa fille, Rocío Mesino, était présente à la fête du 1er mai du PTB de cette année. Elle a témoigné de la lutte des paysans contre l'exploitation et la répression. Aujourd'hui, elle est l'un des porte-parole de l'organisation. «La police de Tepetitla et Atoyac fait courir la rumeur qu'elle a pour mission d'assassiner le cofondateur de l'OCSS, Benigno Guzmán Martínez», dit-elle. Un haut fonctionnaire a accusé Guzmán d'être le dirigeant du mouvement armé. «Benigno n'a aucun lien avec l'EPR, déclare Rocío Mesino, mais le gouvernement utilise les événements du 28 juin dans l'intention de l'assassiner.» Elle répète que l'OCSS n'a rien à voir avec le mouvement armé, mais ajoute : «S'ils sont vraiment des révolutionnaires, nous respectons leur combat.» (3)

1. Lucio Cabañas Barrientos et Genaro Vázquez Rojas étaient les dirigeants de la guérilla mexicaine. Ils sont morts au début des années septante. Lucio Cabañas a fondé le Parti des pauvres (PDLP) qui existe encore aujourd'hui en tant que parti marxiste-léniniste clandestin. Sur ces deux guérilleros, le PDLP, la lutte populaire au Mexique, vous trouverez davantage d'informations dans le dossier "Mexique" de Solidarité Internationale. A commander auprès de la LAI, 02/513.53.86.
2. La Jornada, 3 juin 1996.
3. La Jornada, 2 juillet 1996.
4. La Jornada, 26 juillet 1996.

Une pauvreté aussi extrême qu'en Afrique

«La pauvreté dans les campagnes mexicaines est aussi extrême que dans certains pays africains», explique Fawzi H. Al Sultan, président du Fonds international pour le développement agricole. «Depuis ces dernières années, de plus en plus de gens vivent dans une misère absolue. Dans cette époque caractérisée par un progrès technologique énorme, on n'en croit pas ses yeux lorsqu'on

voit comment les gens doivent survivre dans les régions rurales. Le Mexique est un pays de grands contrastes.» (1) Dans 58 des 75 communes de Guerrero, la population paysanne vit dans une pauvreté extrême. 27 pour cent de la population ne savent ni lire ni écrire. 43 pour cent ne disposent pas d'eau potable et 62 pour cent n'ont pas d'égouts. (2) Alors que les riches jouissent du luxe et de l'opulence d'Acapulco, la fameuse

station balnéaire de Guerrero.

De 1984 à 1992, la part des 10 pour cent les plus riches dans le revenu national a augmenté de 32 à 38 pour cent, alors que celle des 40 pour cent les plus pauvres a diminué de 14,4 à 12,7 pour cent. (3)

1. La Jornada, 9 juillet 1996. 2. La Jornada, 4 juillet 1996. 3. Solidarité Internationale, Dossier Mexique, mai 1996, p. 17.

"Seule la lutte armée peut nous libérer"

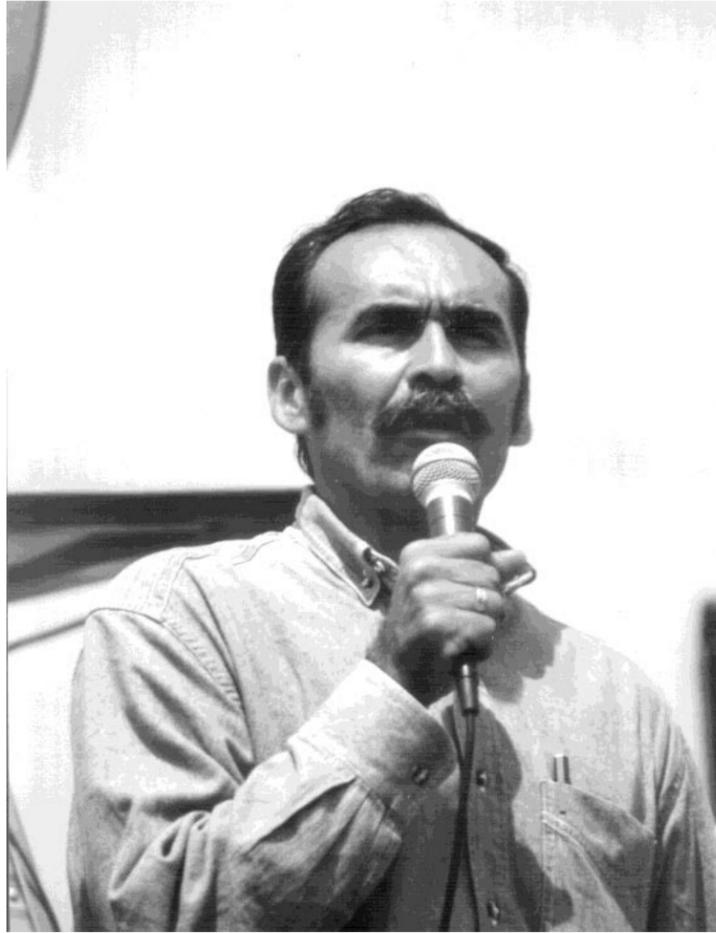
Entretien avec quatre détenus politiques dans leur cellule

Après sept contrôles d'identité, après avoir été fouillé et reçu un cachet fluorescent sur la main ainsi qu'un badge m'identifiant comme visiteur, je peux entrer "librement" dans la prison Reclusorio Preventivo Norte à Mexico. Je compte visiter David Cabañas, Edgardo Felipe Canseco Ruiz, Ana María Vera Smith et Italo Ricardo Díaz. Ils sont membres du Collectif des prisonniers politiques et militants du PROCUP-PDLP (Parti du travail révolutionnaire clandestin - Parti des pauvres). Depuis leur cellule, ils sont les porte-parole de l'organisation. Une représentante d'une organisation des droits de l'homme locale est mon guide. Cela facilite le contact.

David Cabañas nous accueille. Il est le frère de Lucio Cabañas, le fondateur du Parti des pauvres (PDLP), assassiné en 1974. David a été arrêté en 1990, après 23 années de lutte clandestine. Avec d'autres militants du PROCUP, il dirige le collectif des prisonniers politiques du Mexique.

Ana María Vera Smith nous montre avec fierté le numéro de mars de "Solidarité Internationale", la revue mensuelle de la Ligue Anti-Impérialiste, que je lui avais envoyé. Sa lettre sur la situation de la femme au Mexique y est imprimée. Lorsqu'elle apprend que nous préparons un dossier sur le Mexique, elle nous demande si nous ne pouvons pas lui procurer un abonnement. Je lui promets que je chercherai en Belgique des personnes qui acceptent de lui offrir, ainsi qu'à l'ensemble du collectif, un abonnement à Solidarité et à la revue Solidarité Internationale.

Nous débouchons rapidement sur le sujet de la lutte révolutionnaire



Ranferi Hernández Acevedo, dirigeant du FACMLN à Guerrero et membre du parlement de cet Etat : «Les assassins d'Agua Blanca courent toujours et c'est nous qui sommes pourchassés.» Une procédure est en cours pour lui retirer son inviolabilité parlementaire. Il est accusé d'être membre de l'Armée populaire révolutionnaire.

du peuple et de celle de leur propre parti, le PROCUP-PDLP.

Ils m'expliquent : «Comme prisonniers, nous continuons à jouer un rôle actif. Sur base des informations publiées dans la presse, nous rédigeons annuellement un aperçu sur la répression de l'armée et de la police et nous

rassemblons des données sur la situation politique et économique. Nous envoyons des lettres et des communiqués aux journaux pour diffuser le point de vue du PROCUP-PDLP. Au sein de la prison, l'influence de notre Collectif augmente. Les autres prisonniers nous témoignent une sympa-

thie croissante.»

«Le PROCUP-PDLP a été fondé à Guerrero au milieu des années soixante. Le parti développe une stratégie de guerre populaire de longue haleine avec comme but le socialisme. Nous luttons pour les revendications de démocratie et d'autres revendications légitimes directes, comme le pain, la terre, le logement, les soins de santé et l'emploi. Mais nous devons être conscients du fait que la "démocratie" telle que la bourgeoisie mexicaine la conçoit ne résoudra pas les problèmes. La contradiction fondamentale entre les exploités et les exploités ne peut être résolue qu'en détruisant le système capitaliste.

Le cours de l'histoire est déterminé par le peuple et non par quelques héros

Le PROCUP-PDLP travaille à la construction d'un parti, d'une armée du peuple et d'un front populaire. Nous devons tirer les leçons des erreurs du passé. Ce sont les masses populaires qui

déterminent le cours de l'histoire et non un petit groupe d'individus. Dans les années soixante et septante, les mouvements de guérilla, non seulement au Mexique, mais dans l'ensemble de l'Amérique latine, se basaient sur certaines idées fausses. La théorie du foquisme croyait qu'un petit groupe de combattants armés pouvaient transmettre les idées de révolution aux masses populaires, sans qu'on doive passer par leur organisation et leur éducation politique. Le militarisme était convaincu que des actions militaires suffisaient en soi à susciter la conscience et l'organisation du peuple. L'insurrectionnalisme considérait qu'une révolte armée de courte durée pouvait aboutir à la prise du pouvoir.

Par contre, la stratégie de la guerre de longue durée accorde beaucoup d'importance au travail patient d'éducation et d'organisation parmi les paysans et les ouvriers. Elle combine toutes les formes de lutte légale et clandestine. Mais il est clair que finalement la lutte armée est le moyen fondamental pour arriver à une transformation radicale de l'Etat capitaliste.»

Offrez-leur un abonnement !

Le Collectif des prisonniers politiques du PROCUP-PDLP au Mexique souhaite un abonnement à Solidarité et à Solidarité Internationale. Vous pouvez verser votre contribution au compte n° 001-0728997-21 de Solidarité Promotion. Mentionnez "Abonnement prisonniers

Mexique". Un abonnement annuel à Solidarité pour le Mexique coûte 2.750 FB et à Solidarité Internationale 1.100 FB. Chaque contribution est bienvenue. Beaucoup d'autres révolutionnaires à l'étranger ont exprimé le souhait de recevoir ces publications. Merci !

Les zapatistes sur la voie de la capitulation

«Nous ne voulons pas que l'EPR perturbe nos négociations avec le gouvernement»

Chiapas, 30 juin. Le sous-commandant Marcos a précisé aujourd'hui que «l'EZLN (les zapatistes) est prêt à mener la lutte jusqu'au bout par la voie politique afin d'obtenir démocratie, liberté et justice. Nous n'appelons pas à la violence, mais nous voulons travailler par des moyens politiques aux changements démocratiques dont des millions de Mexicains sont privés actuellement, en formant un large front de l'opposition.» (1) Marcos a assuré que «la présence de l'EPR (l'Armée révolutionnaire du peuple) ne signifie pas la fin de la voie politique suivie par les zapatistes dans le dialogue avec le gouvernement fédéral et avec les groupes sociaux, politiques et civils qui cherchent une issue politique. Pour nous, zapatistes, la lutte armée est une méthode contradictoire, qui a besoin d'une structure antidémocratique. Les armes étaient une conséquence du désespoir et non un projet ou un but en soi. Lorsqu'on poursuit sérieusement le passage à la démocratie, en coopérant avec des groupes non armés, les armes

commencent à devenir un obstacle.» (2)

Satisfaction du président mexicain

Le président mexicain Ernesto Zedillo croit que le conflit dans le Chiapas sera rapidement terminé. «Il est encourageant, dit-il, de constater que l'attitude adoptée par les dirigeants des rebelles a radicalement changé. Les zapatistes parlent aujourd'hui de démocratie, de négociations, de changements politiques. C'est important, car il y a à peine un an et demi, en janvier 1994, ils parlaient de révolution, d'une déclaration de guerre à l'Etat mexicain, du renversement du gouvernement et de la construction du socialisme. Aujourd'hui, il y a un accord de base au Chiapas sur le fait que le dialogue et les solutions politiques sont les seuls moyens qui peuvent nous montrer la voie vers un avenir sans confrontations et sans violence.» (3)

Face à ces paroles, il y a la réalité

des faits. Une organisation locale des droits de l'homme dénonce : dans le seul Etat fédéral de Chiapas, 120 personnes sont mortes entre janvier et avril 1996 suite à la violence de l'armée et des escadrons de la mort. (4)

"Nous n'avons pas besoin d'un lifting"

Les zapatistes ont le mérite d'avoir insufflé une dynamique nouvelle dans la lutte populaire au Mexique. Mais s'ils ne changent pas de voie, ils aboutiront à la capitulation ouverte.

Les prisonniers politiques du PROCUP-PDLP ont déjà répondu en 1994 à la stratégie politique des zapatistes : «Notre pays a besoin d'un changement radical des structures sociales et politiques, non d'un lifting du système actuel. Alors que l'oligarchie tente de neutraliser les zapatistes via un "dialogue", elle poursuit sa politique de meurtres, de violence, d'incarcérations, d'espionnage électronique et de fichage. Nous

devons constater que, malgré l'armistice, le gouvernement mexicain achète des avions de combat, des hélicoptères pour le transport de troupes, des moyens de communication modernes pour l'armée et du matériel anti-insurrectionnel. L'armée et la police intensifient leur présence et leurs activités dans plusieurs Etats de la République et ils se préparent ouvertement à une répression croissante.

On peut tout au plus s'attendre (si la pression émanant du mécontentement du peuple est suffisamment grande) à ce qu'une figure d'intérim arrive au pouvoir, préservant les intérêts économiques de l'oligarchie nationale et internationale. Il s'agirait d'une mesure d'urgence face aux protestations populaires et elle s'accompagnerait de mesures de répression. Les quelques dizaines de multimillionnaires mexicains accepteraient-ils qu'on se mette à examiner l'origine de leurs richesses ? Ceux qui ont racheté les entreprises publiques accepteraient-ils d'être sanctionnés parce qu'ils ont escroqué

massivement la population ? Les fonctionnaires, les militaires et les politiciens qui ont gagné des sommes faramineuses dans le trafic de la drogue et dans la sale guerre, admettront-ils qu'un gouvernement arrive au pouvoir qui porte atteinte à leurs intérêts et risque même de les jeter en prison ? Les multinationales et les monopoles des Etats-Unis et d'autres pays qui détiennent des intérêts économiques et géostratégiques au Mexique toléreront-ils l'accession au pouvoir d'un gouvernement qui s'oppose au traité commercial ? Le maximum que l'oligarchie puisse accepter c'est qu'on crée l'impression d'un changement de pouvoir, un jeu démocratique factice obéissant aux lois de la domination capitaliste.» (5)

1. La Jornada, 1 juillet 1996. 2. La Jornada, 2 juillet 1996. 3. La Jornada, 6 juillet 1996. 4. La Jornada, 26 juillet 1996. 5. Colectivo de Presos Políticos Militantes del PROCUP-PDLP et F.E.Canseco, Lucio Cabañas, 20 años después, Ed. Claves Latinoamericanas, Mexico, 1994.

EN BREF

Atlanta

Le supersponsor Nike est aussi un superexploiteur

Nike, dirigeant mondial des producteurs de chaussures de sport, est l'un des principaux sponsors et des plus intéressés des Jeux Olympiques. N'étant pas sponsor officiel, l'entreprise a préféré soutenir directement des athlètes. L'un des plus connus est le joueur de basket-ball Michaël Jordan. Celui-ci a déjà touché un milliard de francs de ses protecteurs : Nike, Coca-Cola et MacDonalds.

Mais pour ses propres travailleurs, l'entreprise Nike n'est pas si généreuse. Les chaussures de sport de Nike sont pour la majeure partie fabriquées à la main. Via un large réseau de sous-traitants, l'entreprise parvient à comprimer au maximum les coûts salariaux. Ainsi, les 18.000 jeunes ouvrières indonésiennes qui travaillent pour des patrons taiwanais dans l'usine de Serang, doivent dormir dans l'entreprise à douze par dortoir. Elles touchent un salaire de misère s'élevant à 68 francs par jour. En Indonésie, 120.000 ouvriers travaillent dans des conditions similaires. (L'Echo, 26.7.96 et International Herald Tribune, 29.7.96)

Tour de France

Le socialisme encourage mieux le sport

C'est l'opinion de Jan Ullrich, le coureur allemand qui a obtenu la deuxième place au Tour et serait probablement arrivé premier s'il n'avait pas roulé au service de Riis. Le jeune coureur de 22 ans est originaire de Rostock en ex-Allemagne de l'Est. A l'âge de neuf ans, il est entré à l'école sportive. Dans plusieurs interviews, il n'a pas caché ses opinions : «Je n'ai que de bons souvenirs de mon ancienne patrie. La vie y était bien. Dans l'école sportive où j'ai reçu ma formation, la combinaison entre le sport et l'enseignement était idéale.»

Le sprinter d'Ouzbékistan Abdoujaparov pense lui aussi avec nostalgie au socialisme perdu : «Je suis devenu coureur cycliste, parce que c'était le sport que je préférais. Aujourd'hui, les jeunes de mon pays qui souhaitent devenir coureur ne disposent pas d'un vélo digne de ce nom.»

Haïti

Chantage du directeur du FMI

Fin mai, Michel Camdessus, directeur du Fonds Monétaire International, déclarait : «Je peux à la fin du mois, donner le feu vert à la communauté internationale pour un programme de trois ans, que le président Préval va nous proposer. Haïti bénéficiera d'un soutien par tête d'habitant plus grand que dans tous les pays au monde actuellement.»

Mais l'argent est provisoirement bloqué jusqu'à ce que le parlement ait approuvé les plans de privatisation. Ce qui n'est pas évident. Le sénateur Madistin révélait que le FMI comptait en réalité licencier 24.000 travailleurs haïtiens durant les trois années à venir. Le peuple multiplie les manifestations contre les plans de privatisation.

Camdessus n'a dès lors pas hésité à menacer : «Je ne doute pas que le peuple et le parlement en feront leur responsabilité. Si le peuple à travers ses représentants rejette ce programme qui est l'offre du soutien de la communauté internationale, il aura à prendre ses responsabilités.» (Dial, 15.7.96)



José Maria Sison. Une action de protestation aura lieu devant l'ambassade néerlandaise à Bruxelles mardi 13 août à 12 heures.

Sous influence US

La Haye expulse un révolutionnaire philippin

Le gouvernement néerlandais a délivré un ordre d'expulsion contre José Maria Sison. "Joma" est le dirigeant historique de la révolution nationale et démocratique aux Philippines...

Bert De Belder

Joma a été arrêté et torturé en 1977 par la dictature fasciste de Marcos. Lorsque Cory Aquino a repris le pouvoir, il a bénéficié d'une mesure de libération. Mais le nouveau régime a rapidement abandonné son apparence démocratique. Alors que Sison effectuait une série de conférences en Europe, le gouvernement Aquino a annulé son passeport, sur ordre des Etats-Unis. Il a été contraint de demander l'asile politique aux Pays-Bas.

Aujourd'hui, le gouvernement a délivré un ordre de quitter le pays avant le 15 août, affirmant

que Sison «entretient des contacts avec des groupes terroristes internationaux.» Cette décision contredit de manière flagrante les deux avis prononcés par le Conseil d'Etat des Pays-Bas. Lequel confirme que les craintes de Sison de poursuites en cas de retour dans son pays sont justifiées. Mais la pression des Etats-Unis a eu le dessus.

L'ironie de l'histoire veut qu'il y a à peine un mois, La Haye accueillait les pourparlers de paix entre le gouvernement philippin et le Front National Démocratique, dont Sison est le principal conseiller politique. Mais le régime Ramos et les

Etats-Unis savent que pour le FND ces concertations sont un moyen supplémentaire de faire avancer la lutte de libération révolutionnaire. Le FND n'est nullement enclin à accepter quelque compromis que ce soit. Dans une ultime tentative de forcer le processus de négociations à leur avantage, ils veulent transférer Joma, et avec lui toutes les négociations, vers le territoire des Philippines.

Action devant l'ambassade néerlandaise, organisée par le groupe Philippines Belgique et la Ligue Anti-Impérialiste pour protester contre cette expulsion scandaleuse. A Bruxelles (Hermann-Debroux 64, Audergem) mardi 13 août à 12 heures. Rassemblement à 11h30 devant le grand GB au coin de la chaussée de Wavre et du Boulevard du Souverain à Audergem. Renseignements : LAI, tél. 02/513.53.86.

La dictature indonésienne vacille

Les émeutes qui ont éclaté en Indonésie, sont les plus importantes que le pays ait connues depuis 30 ans. Elles sont considérées par la plupart des observateurs comme le début de la fin de la dictature Suharto. Une partie importante de la population se range autour de Megawati Sukarnoputri, principale figure d'opposition.

Suharto a beaucoup à perdre. La fortune amassée grâce à la corruption par son clan familial est estimée entre 900 et 1.200 milliards. Il n'hésite donc pas à désigner le Parti Populaire Démocratique, successeur du Parti communiste d'Indonésie, comme responsable de ces émeutes. Dans un pays où un demi million de communistes ont été assassinés en 1965 sous prétexte que le PC fomentait un coup d'Etat, une telle accusation équivaut à une menace de terreur massive. (Le Soir, 1/8.)

Un camp où l'Unita torturait...

Des centaines de squelettes ont été découverts dans une décharge de Soyo, au nord de l'Angola. Ce site avait servi aux troupes de l'Unita comme camp de torture de prisonniers civils et militaires entre 1993 et 1994. Les témoignages des habitants de la région et des survivants du massacre révèlent qu'au moins 500 personnes y auraient été assassinées. Sur les façades de l'endroit on peut lire "Il n'y a pas de pardon pour quiconque pénètre ce lieu." Ou encore "Tout ce qui appartient au MPLA sera liquidé."

Le MPLA était le parti populaire au pouvoir en Angola après l'accession à l'indépendance. L'Unita était l'organisation de guérilla fasciste soutenue par les Etats-Unis et l'Afrique du Sud. (Communiqué de presse de l'ambassade anglaise, 26.7.96)

Ta meilleure photo pour notre calendrier

Concours de photos, collecte de fonds

L'an passé, la Ligue Anti-Impérialiste a eu l'embarras du choix : deux calendriers étaient mis en vente pour soutenir la Campagne Mille Collines! L'un réalisé par un groupe enthousiaste d'artistes à Gand, l'autre produit par des brigadistes liégeois particulièrement entreprenants qui ont choisi leurs meilleures photos de la commune Runda, au Rwanda.

Les deux initiatives ont connu un succès financier. Et cette année, nous voulons faire mieux encore en concentrant les forces sur une seule initiative.

Envoie-nous donc tes meilleures photos sur ton séjour dans



un pays du tiers monde. Le choix sera fait selon deux critères : la qualité artistique en soi - la combinaison de la

qualité artistique et du contenu politique et social. Comme les résultats seront consacrés essentiellement au

Projet Mille Collines, nous cherchons quelques photos originales sur le Rwanda. Mais nous voulons aussi une image frappante de Cuba, des Philippines, de la Turquie, de l'Inde, du Mexique, de la Palestine, du Bénin... où de toute autre destination que tu avais choisie. Les photos doivent rentrer avant le 10 septembre. Nous voulons mettre le calendrier en circulation le 9 octobre. Si ta photo est sélectionnée, nous te contacterons pour que tu nous envoies le négatif.

Envoie tes photos à la Ligue Anti-Impérialiste - Calendrier, rue de la Caserne 68, Bruxelles 1000, tél. : 02/513.53.86

Corée du Nord : graves inondations

Mobilisation générale pour réparer les dégâts des eaux

Les pluies torrentielles qui ont touché la Chine à la mi-juillet atteignent aujourd'hui la Corée. Cette situation exceptionnelle a provoqué d'importantes inondations : plusieurs tués, des maisons, des usines et des bâtiments publics emportés. Des mines, des routes, des ponts et des champs ont été inondés...

Catherine Dijon

La saison des pluies a débuté le 15 juillet en Corée. Les pluies n'ont pas cessé depuis et se sont même accrues les dix derniers jours. 475 à 730 mm d'eau sont tombés sur plusieurs provinces. Les eaux de la rivière Hwangju, subitement grossies par le débordement du réservoir de Yonhan, ont envahi plusieurs communes de la région de Songrim, et le complexe sidérurgique de Hwanghae, dont on a dû interrompre la production. La route reliant Pyongyang, la capitale, à Kaesong, près de la ligne de démarcation avec la Corée du Sud, est coupée en plusieurs endroits. Les lignes de chemin de fer Pyongyang-Haeju et Pyongyang-Kaesong sont inondées voire détruites, ce qui a provoqué la paralysie du réseau ferroviaire. Le barrage en construction de Jangphung a éclaté. Des pylones à haute tension et des poteaux électriques sont tombés dans la province du Kangwon, ce qui a interrompu l'approvisionnement en électricité de la région. Dans tous le pays, les militants du Parti du Travail de Corée et les

travailleurs sont mobilisés pour réparer les dégâts.

Deux années noires

Cette catastrophe intervient alors que le pays n'avait pas encore surmonté les conséquences des inondations d'août 1995. Une mission des Nations Unies avait constaté que 100.000 familles, soit 500.000 personnes, avaient été touchées. Mais surtout qu'une bonne partie des récoltes étaient perdues. Les récoltes de cette année étaient vivement attendues pour mettre fin à la situation alimentaire critique. Mais une bonne partie de septembre seront à nouveau perdues.

Bernard Krisher, journaliste américain résidant à Tokyo, a lancé un appel à l'aide alimentaire, par le biais d'Internet, voici 10 mois. Il a déjà acheminé pour 100.000 dollars de riz. Il rapporte qu'un grand nombre de Coréens résidant à l'étranger ou en Corée du Sud lui ont témoigné leur sympathie, mais hésitent à lui transmettre des fonds. Ils craignent en effet d'être frappés par la loi sud-coréenne qui interdit



Le complexe sidérurgique de Hwanghae a été complètement inondé et la production a dû être arrêtée. D'autres usines, des mines, des champs cultivés, des routes et des lignes de chemins de fer sont également ravagés par les eaux.

toute aide aux citoyens du Nord. Le journaliste rapporte également que les donateurs américains craignent d'enfreindre les règlements du Département du Trésor US qui interdit «le commerce avec l'ennemi». Les Etats-Unis n'ont toujours pas signé d'accord de paix avec la Corée du Nord depuis la

guerre de Corée (1950-1953).

Appel urgent

Les populations coréennes victimes d'une nouvelle tragédie ont besoin de riz, de couvertures et de diverses denrées de première nécessité. Nous vous invitons à

transmettre vos dons sur le compte 001-0451780-30 du Fonds de Soutien Tiers Monde, avec la mention "inondations Corée". Ils seront transmis au "Comité pour la réhabilitation des dommages causés par les inondations" de la RPD de Corée. Les dons de 1.000 F ou plus sont fiscalement déductibles.

Un demi-siècle de lutte contre l'impérialisme US

Lettre à Kim Jong Il, dirigeant du Parti du Travail de Corée

Ludo Martens, président du PTB

Cher camarade,
Le 8 juillet, j'ai pris l'avion à Ouagadougou, au Burkina Faso, pour Bruxelles. Haut dans le ciel, mes pensées se sont portées deux ans en arrière. Ce jour, je me trouvais dans une chambre d'hôtel à Beijing, lorsque le téléphone sonna. «J'ai une terrible nouvelle, me disait une voix, le Président Kim Il Sung est décédé cette nuit.» Une semaine auparavant, j'avais été reçu par le camarade Kim Il

Sung. Je lui avais offert mon livre "Un autre regard sur Staline", qui venait de sortir. Kim Il Sung me disait son admiration pour Staline et déclara : «Je vais lire votre livre». Il n'en eut plus le temps.

Nous, les communistes qui luttons aujourd'hui dans des conditions difficiles, au moment où se déchainent les forces les plus barbares de l'impérialisme, au moment où l'impérialisme décident d'essayer de se maintenir en recourant au racisme, au fascisme,

aux agressions politiques, économiques et militaires, nous devons nous inspirer de l'exemple des grands dirigeants du prolétariat mondial que furent Marx et Engels, Lénine et Staline, Mao Zedong et Kim Il Sung. C'est ainsi que continuera de génération en génération le combat contre l'impérialisme et le capitalisme jusqu'à la victoire du communisme dans le monde entier.

Aujourd'hui, l'internationalisme

prolétarien revêt une importance particulière. Il faut la solidarité des forces révolutionnaires dans le combat contre l'impérialisme, pour la défense de l'indépendance et de la souveraineté nationales, il faut l'unité des forces communistes dans la défense de la voie de la révolution et de l'édification socialistes.

Voici 43 ans, le 27 juillet, le peuple coréen a victorieusement terminé sa guerre patriotique contre l'agression américaine. Cette guer-

re de résistance restera dans l'histoire comme un grand exemple où se sont manifestés le courage et l'héroïsme révolutionnaires du peuple coréen, l'aide internationaliste des volontaires chinois et le soutien inébranlable du mouvement communiste international. A l'occasion de cet anniversaire, nous tenons à féliciter le Parti du Travail de Corée et le peuple coréen que vous dirigez et à vous souhaiter persévérance dans la voie de la défense de l'indépendance et du socialisme.

Les Etats-Unis manipulent et privatisent l'ONU en Corée

43 ans après la fin de la guerre de Corée (1950-1953), les Etats-Unis n'ont toujours pas conclu d'accord de paix avec la Corée du Nord. Le cessez-le-feu est officiellement garanti par les Nations Unies. Le "Commandement des Nations Unies" en Corée du Sud n'a aucun fondement juridique. Il n'a d'ailleurs aujourd'hui sous son égide que les troupes américaines. C'est un produit de la Guerre froide. Le ministère des Affaires étrangères de la République Populaire Démocratique (RPD) de Corée a publié un

mémorandum réclamant sa dissolution. Nous en avons repris des extraits. En faisant éclater le 25 juin 1950 la guerre de Corée, les Etats-Unis ont taxé la RPD de Corée "d'agresseur" au Conseil de sécurité de l'ONU et le 7 juillet, ils ont fait voter une résolution arbitraire qui prévoit la mobilisation des forces armées multinationales dans la Guerre de Corée. 15 pays ont envoyé des troupes, dont la Belgique. Il s'agissait d'une violation des principes fondamentaux de la Charte de

l'ONU. Les Etats-Unis ont fait adopter illégalement au Conseil de sécurité de l'ONU des résolutions sans la participation de l'Union soviétique, un de ses membres permanents. Ils n'ont "invité" à ces réunions que le représentant de la Corée du Sud en excluant celui de la Corée du Nord. MacArthur, Commandant en chef des troupes américaines en Extrême-Orient, a été nommé, le 8 juillet 1950, par le président américain Truman, "Commandant en chef des forces des Nations Unies". Clark,

qui lui a succédé à ce poste à la fin de la Guerre de Corée, déclarait à des journalistes en 1967 : «Étant moi-même le Commandant des Nations Unies en Corée, je crois n'avoir reçu aucune directive de la part de l'ONU durant la guerre.» Après la guerre, les gouvernements des 15 pays belligérants, à l'exception des Etats-Unis, ont retiré leurs troupes, sans même en avertir l'ONU. Le "Commandement des Nations Unies" en Corée ne comporte plus que 300 officiers et soldats, tous américains, comme

devaient le reconnaître les Etats-Unis en 1975. Ce commandement n'est rien d'autre qu'une annexe du "Commandement des forces combinées" américano-sud-coréennes. En 1975, la 30ème Assemblée générale de l'ONU s'est prononcée pour la dissolution du "Commandement des Nations Unies" en Corée (résolution 3390 B). Le gouvernement de la RPD de Corée milite en faveur de cette dissolution et pour l'instauration d'un nouveau système d'assurance de la paix en Corée.

Turquie : lutte populaire relancée

La grève de la faim a suscité un mouvement de solidarité massif

La grève de la faim de 1.500 prisonniers politiques a insufflé une nouvelle vitalité à la lutte du peuple en Turquie. Diverses organisations turques, kurdes et autres, qui travaillent souvent dispersées, se sont renforcées par l'action commune contre le régime fasciste. Beaucoup de gens qui nourrissaient encore des illusions sur la démocratie, choisissent à présent le camp des révolutionnaires.

Diane Vangeneugden

Pendant septante jours, un mouvement de solidarité massif s'est développé au sein du peuple. La police a réagi par la force brutale, arrêtant à chaque manifestation des dizaines, sinon des centaines de personnes. Les "mères du samedi", mères de prisonniers politiques et de personnes disparues, étaient chassées sauvagement de la rue lors de leurs actions de protestation hebdomadaires. A Istanbul, une cinquantaine de quartiers pauvres ont été littéralement assiégés par l'armée qui avait envoyé des chars et de l'artillerie lourde. A Gazi par exemple, des chars ont pénétré dans des

habitations. Des enfants de 12 à 13 ans ont été attaqués par la police. Les habitants ont dressé des barricades. Hommes, femmes, enfants, vieillards, tous descendaient dans la rue. Ils dormaient derrière leurs barricades pour exprimer leur solidarité avec les grévistes de la faim. Les familles interpellaient des parlementaires et s'adressaient à d'autres parents : «Nous sommes fiers de nos enfants. Ils ont défendu leurs idéaux. Joignez vos coeurs aux nôtres. Nos enfants sont notre dignité. Nous les avons mis au monde et nous ne tolérerons pas qu'on les tue.» * Cette lutte héroïque et radicale du peuple a fait reculer les fascistes turcs :



Manifestation sur la place Taksim à Istanbul. A chaque fois, des centaines de gens ont été arrêtés, mais le peuple revenait. Après 70 jours, le régime fasciste a dû céder.

toutes les revendications des grévistes de la faim ont été rencontrées !

Pour une soirée d'information ou de solidarité, vous pouvez faire

appel à des conférenciers qui ont vécu de près la grève de la faim, ou vous pouvez commander une vidéo enregistrée dans la prison de Bayrampasa (Istanbul). Adressez-

vous à la Ligue Anti-impérialiste, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles. Tél. : 02/513.53.86.

* Turkije Koerdistan Aktueel , n° 17.

Nous vaincrons, car le peuple est notre barricade

Lettre d'un gréviste de la faim à sa famille

Ilginç Özkeskin (DHKP-C, Front - Parti révolutionnaire de libération du peuple) est né à Istanbul en 1961. Son engagement pour la révolution a commencé en 1977, lorsque son amie a été abattue par les forces antiguérilla pendant la manifestation du 1er mai. Il n'a pas pu terminer ses études de médecine : la police le persécutait à cause de sa participation au mouvement révolutionnaire des jeunes. Il a été arrêté à plusieurs reprises. En 1990, dans la prison de Bursa, il était le porte-parole des prisonniers politiques. Ilginç fut l'un des premiers prisonniers à être transféré dans "le cercueil" d'Eskesehir, mais après 27 jours d'action, la prison a été fermée. En 1994, après une courte période de liberté, il a à nouveau été arrêté. Dans la prison de Bayrampasa, il a offert à ses codétenus une aide médicale et juridique, ce qui lui a valu d'être transféré à la prison d'Umranije. En janvier 1996, après avoir été blessé lors d'une rafle de la police, qui a coûté la mort à quatre détenus, il a été transféré à Bayrampasa. Il a participé à la grève de la faim et est mort après 65 jours.



Ilginç Özkeskin (DHKP-C)

pendant que je suis en prison, ces actions continuent. Pourquoi est-ce que je vous écris ? Les problèmes des prisonniers ne datent pas d'aujourd'hui. Je suis en prison depuis huit ans. Vous venez me visiter et parfois je parle de nos problèmes. Cela vous fait souffrir et alors vous pleurez. Parfois, vous ne comprenez pas mes idéaux. Parfois, vous ne venez pas lorsque je mène une action et vous dites "Peut-être tu mourras et ta famille se disloquera". Mais quand on est prisonnier turc, il faut lutter contre le gouvernement. Les prisonniers d'Umranije ont été attaqués par la police. Vous l'avez vu. Mais je le répète, la guerre révolutionnaire est la meilleure guerre. Vous voyez que les prisonniers meurent, mais vous ne comprenez pas pourquoi. Pourquoi aujourd'hui menons-nous une grève de la faim jusqu'à la mort ? Personne, aucun garçon et aucune fille ne veut mourir ! Mais, ma chère famille, quelle guerre croyez-vous que nous menons ? Le problème, c'est le fascisme. Le problème, c'est la prison d'Eskisehir. Elle est une attaque contre les prisonniers, mais aussi contre l'ensemble du peuple.

La police vous a arrêtés devant la prison. Mais avez-vous eu peur ? Le problème, c'est le gouvernement. Il impose des sacrifices aux ouvriers et aux villages pauvres. Il attaque les étudiants. Tout le monde le sait, vous aussi. Le gouvernement veut détruire nos idéaux révolutionnaires. Chaque jour, de nouveaux problèmes apparaissent, la corruption de la mafia, l'avènement d'un nouveau gouvernement qui fait exactement la même chose. Le peuple se révolte contre ce gouvernement et celui-ci attaque le peuple. La crise est aiguë. Le gouvernement attaque les prisonniers, parce qu'il sait qu'ils sont le coeur et la morale du peuple. Si on assassine les prisonniers révolutionnaires, la révolution dans la rue s'arrêtera. Le gouvernement veut détruire notre lutte et notre identité révolutionnaire. Il veut que les prisonniers deviennent des traîtres et des indicateurs. Si nous perdons cette grève de la faim, les prisonniers seront abandonnés à leur sort et alors l'homme dans la rue sera menacé lui aussi. Ma grève de la faim jusqu'à la mort est ma riposte à toute cette barbarie. Nous vaincrons cette attaque ! Le peuple est notre barricade ! Moi-même et mes codétenus y sommes préparés. Je vous dis, ne soyez pas tristes, mais je sais que vous serez tristes. Je le répète, je participe à cette grève de la faim et je mourrai, parce que l'Etat est la cause de ces problèmes. Vous comprendrez. Je mourrai, mais nous ne mourrons pas. Nous ne mourrons jamais. Je vous aime. Ilginç Özkeskin.»

* Kurtulus, 1 août 1996.

Martyrs du peuple



Ayce Idil Erkmen

Les douze détenus (à ce jour), tombés martyrs de la grève de la faim, étaient tous des jeunes gens.

Deux exemples : Ayce Idil Erkmen (DHKP-C) est née en 1970. Elle a étudié les sciences financières à Istanbul. Dès 1990, elle s'est engagée dans le domaine de la culture populaire : chant, musique, théâtre. En 1994, elle était en visite à Cologne et à Anvers, où elle a organisé les concerts du groupe de gauche Yorum. Peu de temps plus tard, elle a été arrêtée en Turquie lors d'une opération militaire. N'ayant bénéficié ni d'un avocat ni d'un procès, elle a été néanmoins condamnée à 3 ans et 9 mois de prison. Elle



Yemliha Kaya

est morte après 68 jours de grève de la faim.

Yemliha Kaya (DHKP-C) est née en 1968 dans une grande famille d'origine kurde. Une centaine de membres de sa famille qui participaient à la guérilla du PKK (Parti du travail du Kurdistan) sont morts dans la lutte contre l'armée. Yemliha a toujours défendu la cause des pauvres. Il était secrétaire général de Halkin Gücü Gazetesi, "le journal des pauvres", jusqu'à son arrestation en 1994 lors d'une attaque de la police contre son journal. Sa modestie et sa force morale étaient un exemple et un soutien pour ses codétenus. Il est mort à Bayrampasa après 69 jours de grève de la faim.

Le coeur et la morale du peuple

Le 3 juillet, en son 45ème jour de grève, ayant décidé de continuer jusqu'à la mort, il a écrit une lettre d'adieu à sa famille. * «A ma famille. Vous savez que je suis entré dans le mouvement révolutionnaire en 1979. Avant, quand j'étais en liberté, je participais aux actions. Aujourd'hui

Slovaquie : privatisation trotskiste

L' "Association des travailleurs" gouverne avec la bourgeoisie et les fascistes

L'Association des travailleurs de Slovaquie (ZRS) fait partie de l'Entente internationale des travailleurs, qui regroupe quelques dizaines d'organisations trotskistes. La ZRS signe de belles déclarations sur «la nécessité de lutter contre les privatisations imposées par le FMI». Mais, au sein du gouvernement slovaque, elle dirige la politique de privatisation.

Ladislav Nalepka, Slovaquie

L'Association des travailleurs de Slovaquie (ZRS) a été créée au printemps 1994 par un ancien maçon, Jan Luptak, député depuis 1992, du Parti Démocratique de Gauche dans le parlement tchécoslovaque. Il s'est fait connaître par ses discours en faveur d'une «privatisation populaire qui ne discrimine pas nos travailleurs». Il a pris part aux élections de septembre 1994 dans la nouvelle République slovaque avec des slogans comme : «Chaque travailleur doit obtenir des parts du capital de son entreprise en fonction de sa compétence, de son âge, etc.», «nous devons changer la législation du travail responsable de l'exploitation»... Sa démagogie a rapporté 7,5 % à la ZRS. Mais la ZRS a renié ses promesses et est entrée au gouvernement (avec 13 députés sur les 83 de la majorité), au côté du "Mouvement pour une Slovaquie démocratique" (MPSD), qui représente la grande bourgeoisie de Slovaquie, et du "Parti national slovaque", qui se réclame de l'Etat slovaque nazi du Monseigneur Tiso (1939-1945). Ces trois partis contrôlent les privatisations, qui consistent à placer les moyens de production dans les mains de la bourgeoisie financière qui soutient le MPSD. C'est un cercle fasciste : un parti, par le contrôle des privatisations,

contribue à enrichir la grande bourgeoisie, qui à son tour le soutient. Le MPSD a rapidement pris le contrôle de l'administration, des médias, de la Justice, de la police secrète...

«Défendre l'intérêt des travailleurs»... dans un gouvernement réactionnaire ?

L'institution qui dirige les privatisations est le Fonds National des Biens (FNB), présidé, depuis 1994, par Stefan Gavornik, membre de la ZRS. Le ministre des privatisations, Bisak, est aussi membre de la ZRS. Leur programme : gestion de toutes les entreprises publiques selon un plan de privatisation, versement des salaires par les banques, ensuite "vente" des entreprises parfois à 10-20 % de leur valeur réelle par le FNB et dans les années qui suivent, remboursement des dettes aux banques en exploitant les travailleurs.

«Ce fut une décision difficile d'entrer dans la coalition gouvernementale, déclare Jan Luptak. Nous avons d'abord refusé... mais nous ne pouvions abandonner le pays. La direction de la ZRS a décidé alors de soutenir la coalition gouvernementale sur une base précise : gel des privatisations,



Le Parti communiste tchécoslovaque a dirigé la lutte pour la nationalisation de l'industrie et des finances à la libération. (Ici, à Bratislava). Aujourd'hui, le parti trotskiste dirige les privatisations de ces mêmes secteurs.

poursuites judiciaires contre les "prévaricateurs-privatiseurs"; refus des coupes claires dans les budgets sociaux... Nous ne soutenons pas la coalition pour obtenir de bons postes, mais pour défendre les intérêts des travailleurs.» Quelques jours plus tard, il ajoute : «La politique de privatisation est un échec. Nous allons obliger le gouvernement à prendre des mesures en faveur des ouvriers.» (1)

Dans une conférence internationale trotskiste (voir ci-dessous), le président du FNB, Gavornik, déclare : «Nous ne devons pas oublier les travailleurs qui ont créé les biens matériels depuis des années. Nous avons dès lors opté pour des parts que les salariés peuvent acheter et utiliser librement. Cette forme de privatisation est soutenue par nos partenaires au gouvernement. Mais c'est

surtout l'idée de notre président Jan Luptak.» (2)

Soutien aux budgets d'austérité

La ZRS a voté déjà à deux reprises pour des budgets d'austérité (1995, 1996). Elle a voté contre l'augmentation des salaires minimum de 10 %, pour l'augmentation des salaires des bureaucrates employés à la FNB. Et, sous la pression du lobby pour la privatisation, elle a voté une loi qui exonère les privatiseurs de taxes, s'ils s'engagent à «réaliser des investissements» endéans les dix ans. En février 1996, elle a approuvé la réduction des parts des actions des employés à 10 % minimum dans les entreprises privatisées. Le 26 mars, elle a voté pour la loi fasciste "de protection

de la République" : celui qui critique «la constitution, la souveraineté» et «veut briser l'intégrité» de la République slovaque peut être emprisonné de 6 mois à 5 ans. La ZRS veut ainsi protéger la nouvelle classe exploiteuse et intimider les syndicalistes anticapitalistes et les internationalistes qui manifestent en faveur de la réunification des Tchèques et des Slovaques.

Le soutien public à la ZRS a diminué en 1995. Mais les trotskistes ont atteint leur mission : ils ont participé à la privatisation la plus rapide que la Slovaquie ait expérimentée et ont créé un appui solide à la nouvelle classe capitaliste.

1. Informations ouvrières, organe du PT, France, 18 janvier 1995. 2. Pravda, 23 septembre 1995. 3. Hlas Robotnikov, La voix des travailleurs, n°10, mars 1995, p.4.

Des trotskistes pour l'Otan !

Pour "l'indépendance des travailleurs" dans une conférence, pour l'Otan et l'UE en réalité

Ladislav Nalepka, Slovaquie

Une "conférence ouvrière internationale pour l'indépendance du mouvement ouvrier" s'est tenue à Banska Bystrica, au centre de la Slovaquie, en mars 1995. 189 délégués de 38 pays y ont pris part. Organisée par "l'Entente internationale des travailleurs" (trotskiste), la conférence était en fait dirigée par l'Association des travailleurs de Slovaquie (ZRS) et le Parti des Travailleurs de France (parti trotskiste, tendance "lambertiste").

«Le Parti des Travailleurs de France est le seul parti qui nous a aidés durant la campagne électorale, moralement et concrètement, a déclaré Jan Luptak, président de la ZRS.» (1) «Le Parti des Travailleurs de France nous donne de l'argent et imprime nos tracts», déclare-t-il dans un interview. (2) Le document final de la conférence, intitulé "Adresse aux tra-

vailleurs du monde", «appelle tous les peuples à rassembler leurs forces contre les privatisations, contre la liquidation des codes du travail, pour la défense des droits des travailleurs. Pour la réalisation de notre unité, nous devons défendre l'indépendance de nos organisations par rapport aux institutions internationales (ONU, FMI, Banque mondiale, UE) et aux gouvernements qui organisent la pauvreté et qui veulent aujourd'hui, sous prétexte d'"humanité", réprimer les organisations de travailleurs qui résistent à leurs plans. Les participants à la conférence se sont engagés à protéger l'indépendance des organisations de travailleurs.» (3) Mais que signifie en pratique cette "indépendance" ? Dans son programme électoral, la ZRS déclarait son désaccord avec une éventuelle participation de la République slovaque à l'Otan et à l'Union européenne (UE). Elle a pourtant

signé le programme du nouveau gouvernement qui prévoit l'adhésion de la République slovaque aux «structures politiques, de sécurité et économiques européennes et transatlantiques.» Josef Kalman, membre de la ZRS, est le président du Conseil gouvernemental pour

l'intégration de la République slovaque dans l'UE et l'Otan. En mars 1995, lors du sommet de l'ONU à Copenhague, il a confirmé la volonté de la République slovaque de rejoindre l'UE. Au même moment, le président de la ZRS signalait la déclaration finale de

la conférence ouvrière condamnant la politique de l'UE.

1. Hlas Robotnikov, La voix des travailleurs, n°10, mars 1995, p.2. 2. Pravda, 23 septembre 1995. 3. Hlas Robotnikov, La voix des travailleurs, n°10, mars 1995, p.5.

Soutien inattendu au fascisme en Algérie

Le "Parti des travailleurs" d'Algérie participait à la conférence internationale trotskiste en Slovaquie.

Cette organisation a signé, avec douze autres partis algériens d'opposition, la "plate-forme du contrat national" de janvier 1995. Parmi les signataires, le Front Islamique du Salut (FIS), parti intégriste, à l'origine de la terreur fasciste, qui a coûté la

vie à des dizaines de milliers d'Algériens. La plate-forme réclame notamment «la libération effective des emprisonnés du FIS» et «l'annulation de la décision de dissolution du FIS».

Le Parti des travailleurs dénonce les accords avec le FMI, le bradage des richesses nationales et les privatisations (1), mais en même temps il soutient activement un parti qui représente la bourgeoisie

réactionnaire et pro-impérialiste. Et tout en se réclamant des idéaux de l'indépendance algérienne, le Parti des travailleurs s'oppose à la Constitution de l'indépendance, qui interdit les partis qui utilisent la religion.

1. Informations ouvrières 26.7.95

Inde et Bangladesh : les syndicats s'opposent aux "clauses sociales"

Le CVP Raf Chanterie défend les patrons du textile, grands partisans de ces clauses

Au dernier sommet du G-7, Jacques Chirac a prôné les clauses sociales. Raf Chanterie, euro-parlementaire CVP, en réclame contre la Chine et l'Inde, mais pas contre la Turquie. La conférence des syndicats indiens s'est prononcée contre ces clauses. Selon un syndicaliste du Bangladesh, elles auraient des conséquences dramatiques pour des centaines de milliers d'enfants dans son pays...

Mark Verelst

Homme de confiance des patrons belges du textile, Raf Chanterie est depuis des années l'un de ceux qui clament le plus fort la nécessité des clauses sociales. Dans ses nombreux articles, y compris dans la presse syndicale CSC, il s'en prend systématiquement à la Chine qui a l'audace d'exporter annuellement des produits textiles pour un montant de neuf milliards de dollars, alors qu'elle n'en importe que pour un milliard. (1) On reproche à la Chine, au même titre que le Pakistan et le Bangladesh, de pratiquer une concurrence déloyale au détriment de nos patrons. On accuse (faussement) la Chine de faire travailler des prisonniers politiques à un salaire de misère, alors que dans les autres pays, on dénonce le travail d'enfants et l'absence de toute protection sociale. Les clauses sociales permettraient de freiner les importations à partir de ces pays en leur imposant des taxes à l'importation.

Mais que faut-il dire lorsque des patrons belges comme Declerck (Beaulieu) et Santens produisent de plus en plus dans un pays comme la Turquie qui est une dictature fasciste ? Et que dire lorsque leurs produits ont librement accès au marché CE suite au récent accord douanier entre la CE et la Turquie ? Chanterie répond dans un article du Financieel-Economische Tijd. (2)

«On relie la question de l'union douanière à celle du respect des droits de l'homme, à la question cypriste, à la question kurde, aux problèmes de l'intégrisme et du terrorisme. Ces questions menacent les fondements de l'Etat de droit. Mais ceux qui s'aveuglent sur la dimension politique ne voient pas le véritable enjeu, à savoir la libération du commerce des marchandises.» Les pires tortures, les massacres quotidiens contre les Kurdes, tout cela n'a plus d'importance, il ne faut pas s'aveugler sur cette "dimension politique", il faut tout à coup la subordonner à la nécessité du libre commerce des marchandises.

Vive les bas salaires en Turquie ?

Début janvier, l'entreprise textile Domo, qui appartient au groupe Beaulieu, a décidé de réaliser un investissement de 600 millions à Istanbul. Il s'agit d'une joint-

venture avec la société turque Gumüssy en vue de la production de tapis. Santens a une participation dans une entreprise de peignoirs à Burda, près du Bosphore. Mais les géants du textile - Lacoste, Levi Strauss, Lee Cooper et Benetton - produisent eux aussi ou font produire à leur compte en Turquie. C&A importe massivement des produits turcs. Selon Degrauwe, directeur de Domo, les frais de personnel n'y représentent qu'un septième ou un huitième de chez nous. Le coût total par minute du travailleur turc ne s'élève qu'à 4,50 FB. Moins cher qu'à Hong-Kong (5,40) et Taïwan (3) et environ au même niveau qu'au Maroc (4,40) et qu'en Inde (4,20). (4)

Chanterie affirme que les «clauses sociales constituent un moyen de pression efficace contre les pays qui ne respectent pas les normes sociales minimales.» (1) Mais dans le cas de la Turquie, on se réfère à des critères totalement différents. «Les industries de l'habillement et du textile européennes et turques sont complémentaires et présentent plusieurs avantages comparatifs. Pour la Turquie, il s'agit de coûts salariaux réduits, de matières premières bon marché et de taux d'utilisation élevés.» Lorsqu'il s'agit donc des multinationales, la "concurrence déloyale" se transforme tout à coup en "avantage comparatif" ! Voilà bien un masque qui tombe.

En réalité, les clauses n'ont rien de social. Elles ne sont que les successeurs des accords multifibres : des moyens pour fermer nos marchés aux producteurs indépendants du tiers monde. La manoeuvre est trop évidente : ce que nos multinationales produisent dans le tiers monde répond aux normes sociales et pourra donc être importé librement. A cet effet, Levi Strauss s'est d'ailleurs imposé un "code de conduite social". Et avec la Turquie on conclut un accord douanier. Mais tout ce qui provient des concurrents est produit en violation des normes sociales et sera donc taxé à l'importation, via les clauses sociales.

Syndicats indiens : clauses sociales, non ! luttes sociales, oui !

Du 27 au 29 octobre 1995, s'est tenue à Bangalore (sud de l'Inde), une "Consultation nationale sur la clause sociale dans les accords commerciaux multilatéraux". Y ont participé septante représen-



La conférence des syndicats indiens s'oppose aux clauses sociales. Le travail des enfants est souvent la seule chance de survie des familles les plus pauvres du tiers monde. Ils dénoncent les politiques du FMI et de la Banque Mondiale, véritables causes de la pauvreté.

tants de syndicats nationaux, des organisations des droits de l'homme, des mouvements écologistes, des groupes d'action contre le travail des enfants, des académiciens et des organisations du secteur informel. C'est une des premières fois que des syndicats du tiers monde débattent de la question des clauses sociales en dehors du carcan des internationales syndicales CISL et CMT dominées par l'Occident.

Dans une Déclaration finale, la conférence a d'abord annoncé une campagne en vue d'améliorer la législation du travail, les normes écologiques et les droits de l'homme en Inde. (5) Ceci implique des actions de masse, la création d'un Comité de contrôle et l'instauration d'un label pour les biens produits dans des conditions acceptables. A cet égard, la déclaration s'est inspirée de la "Campagne Vêtements propres" menée en Europe occidentale. La conférence oeuvre-

ra pour le retrait de certaines lois répressives et des pleins pouvoirs de l'armée et de la police. Elle appelle à une solidarité internationale entre les travailleurs.

Mais ensuite, la Déclaration rejette toute liaison entre les clauses sociales et le commerce mondial dans le cadre du GATT (l'organisation mondiale du commerce). Les clauses sociales accordent notamment le droit aux pays importateurs de refuser les importations provenant de pays qui ne répondent pas aux conditions minimum du travail. Ces mesures augmenteront encore l'inégalité et l'injustice dans le commerce, au détriment du tiers monde. La Déclaration dénonce expressément la responsabilité du FMI et de la Banque mondiale et plaide pour la création d'un organisme qui devra examiner les pratiques humanitaires du FMI et de la Banque Mondiale, ainsi que la politique commerciale des pays de l'OCDE qui pratiquent le dumping

en déversant leurs excédents agricoles sur les pays du tiers monde et qui utilisent également ces derniers comme dépotoirs de leur déchets toxiques.

Enfin, la Déclaration exprime son inquiétude vis-à-vis du gouvernement indien qui jusqu'à présent a rejeté les clauses sociales, mais pourrait capituler devant la pression internationale.

La lutte à venir sera donc une tâche des syndicats et des mouvements populaires. Nos syndicats doivent défendre la cause des syndicats indiens et bengales et non celle d'un Chirac ou d'un Chanterie qui servent les intérêts du capital international.

1. ACV-Textiel, Ons Verbond, mai-juin 1993. 2. Financieel Economische Tijd, 29 février 1996. 3. National Consultation on Social Clause in Multilateral Trade Agreements, 27-29 octobre, 1995, Bangalore Statement. 4. Texpress, 16 mars 1992.

Bangladesh : les clauses jettent 50.000 enfants dans l'illégalité

Le Bangladesh est un des pays les plus pauvres du monde. Entre autres parce que les Britanniques y ont anéanti l'industrie textile à la fin du 18ème siècle. A cette époque, les Bengalis avaient les techniques textiles les plus avancées du monde entier. Deuxième désastre : les accords multifibres ont liquidé la moitié de l'industrie de l'ha-

billement en limitant les exportations vers les Etats-Unis et la CE. Enfin, en 1993, le pays a été frappé par les clauses sociales de la loi Harkins aux Etats-Unis. Cette loi interdisait l'importation sur le marché américain de produits réalisés grâce au travail d'enfants. Le dirigeant syndical du textile au Bangladesh, déclare à ce propos : «Un boycott n'est jamais une so-

lution. Pour ces enfants, le travail est la seule chance de survie. Si vous supprimez leur gagne-pain, ils n'auront plus aucune issue et disparaîtront dans la clandestinité. Ils deviendront des enfants de la rue, dont les autorités se foutent éperdument. Mais l'Occident a soi-disant la conscience tranquille.» (De Morgen, 18.4.96.)

Envoyez vos lettres à Solidaire
Bd. M.Lemonnier 171
1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit
d'abrégier les lettres.

Négriers

En travaillant au Quick pour 256 F de l'heure, de nombreux étudiants expérimentent l'exploitation "légale" durant les vacances. Mais d'autres jeunes n'ont même pas cette chance. Guillaume, étudiant zaïrois, a travaillé deux semaines en juillet dans une ferme entre Bruxelles et Liège. Voici ce qu'il m'a raconté...

«Moi et mes compatriotes, avons travaillé 10 h par jour pour 150 F de l'heure. J'avais déjà travaillé l'an dernier et l'année d'avant dans cette ferme. Nous étions payé 185 F de l'heure en 1994 et même 200 F l'an dernier. Mais cette année, le patron a directement annoncé que ce serait 150 F. Nous avons protesté. Il nous a répondu : "Vous êtes Noirs et moi je suis Blanc. Je suis ici chez moi, je fais la loi." Comme nous avions vraiment besoin de ce boulot pour survivre, nous avons accepté. Le patron nous a fait signer un contrat, où le montant du salaire ne figure pas. Il a refusé de nous en donner une copie. Ce qui lui permet de le falsifier en cas de contrôle. Officiellement, notre contrat prévoit une rémunération de 235 F l'heure et l'heure de midi payée. En réalité, l'heure de midi n'est pas payée, nos déplacements non plus. Pendant toute la journée, on trime dans les champs ou dans la ferme : enlever les mauvaises herbes dans les champs de betteraves, nettoyer les étales, etc. J'ai des problèmes d'allergie et j'ai pourtant dû nettoyer le fenil. Résultat : j'ai eu une grave irritation aux yeux. Le patron m'a demandé de revenir le lendemain en me signalant qu'il ferait venir un médecin. Le lendemain, j'avais les yeux gonflés et je ne pouvais pas travailler. Il m'a avancé 2.000 F pour payer le médecin et les médicaments, en me signalant qu'il les retirerait de ma prochaine paye. J'ai protesté :

c'est à cause de lui que j'étais malade, c'est à lui de payer les soins. Il a même refusé de me payer la journée et le transport. Résultat : c'est moi qui ai dû tout payer. En deux semaines, j'avais perdu trois kilos. J'ai arrêté, car ma santé était en jeu.

Ce type est un véritable négrier. Il "place" des jeunes Africains chez d'autres fermiers de la région. Le tout en noir, bien sûr.»

**C. D.
Bruxelles**

Turquie : le groupe Yorum arrêté

Les membres du groupe musical "Grup Yorum" ont été arrêtés par la police turque le 21 juin. Irsad Aydin et Özsan Senver, Kemal Sahir Gürel et Ufuk Lüker ont été embarqués alors qu'ils étaient chez eux. La police a assiégé leur maison avec des armes lourdes, a fouillé les chambres et arrêté les quatre musiciens. Fin juin, ils étaient toujours enfermés. Özsan Senver et Ufuk Lüker avaient été déjà arrêtés auparavant, mais relâchés un peu plus tard. Cette fois, les logements des personnes arrêtées ne leur ont pas été rendus. Avec l'argument que les membres du groupe seraient des terroristes et donc que leurs maisons seraient des bases terroristes, la police a transformé leurs habitations en poste de police. Les membres des familles des détenus ont été menacés : la police leur a ordonné de se distancier des musiciens. Ce célèbre groupe de musique en Turquie s'est attiré déjà plusieurs fois la colère des autorités turques en raison de ses textes critiques. Récemment encore, ses membres ont été arrêtés au sit-in devant le gymnase de Galatasaray et à l'occasion d'une action de protestation d'artistes, en solidarité avec les prisonniers politiques. Les deux fois, les supposés "terroristes" avaient été relâchés. Par cette nouvelle arrestation, les autorités turques tentent de faire pression sur les musiciens. On veut faire taire la voix des musiciens révolutionnaires. Mais le

gouvernement n'y parviendra pas !

**Groupe Yorum
Istanbul/Yenibosna (Turquie)**

URSS : coup mortel au socialisme malade

J'ai reçu et lu le discours du 1er mai du président du PTB Ludo Martens. J'aimerais y faire quelques remarques. En ce qui concerne l'aspect idéologique, il me semble que le degré de "maladie" du socialisme soviétique est trop peu souligné ou compris et combien dégénéré était le révisionnisme, idéologiquement, politiquement et économiquement. Je soutiens la thèse que même un socialisme malade veille mieux aux intérêts des ouvriers que le capitalisme actuel dans ces pays. Le texte dit à juste titre : «Pour en avoir la preuve, il faut regarder la Russie.» C'est vrai. Mais dans beaucoup de cas, ce n'était pas grâce à la supériorité incroyable des Soviétiques, mais à cause de l'avidité et l'égoïsme incroyables de la nouvelle bourgeoisie russe et occidentale, que même le révisionnisme était meilleur. La réalité sociale, la situation morale, politique et économique dans l'ancienne URSS étaient mauvaises. Parler d'un socialisme triomphant ou des acquis énormes comme la construction des habitations et l'enseignement est dans le meilleur des cas cynique. Le fait par exemple que l'index de santé donne de tels chiffres dramatiques est partiellement dû à l'infrastructure déjà négligée, au manque d'investissements et de modernisation. Le chaos provenant de l'abandon de la structure soviétique, les pauvres subsides réduits tout à coup presque à néant, ont donné le coup mortel. La réalité n'est pas que le système de santé disposait d'une bonne structure de base, maintenant détruite. Non, elle était déjà vidée et démantelée depuis des années. Un bâtiment bien construit ne s'effondre pas complètement, même s'il n'est pas entrete-

nu pendant cinq ans. Dans ce sens, il est intéressant de constater que seuls les bâtiments du temps de Staline sont encore convenables et utilisables. Les bâtiments et l'architecture du temps de Khrouchtchev et Brejnev par contre tombent littéralement en pièces. Ils représentent un bon exemple de la dégénérescence révisionniste. Plus les blocs d'appartements sont récents, pires ils sont ! On peut aussi suivre la dégénérescence totale du révisionnisme en termes économiques. Toutes les personnes avec qui j'ai parlé ont confirmé le recul économique constant depuis la fin des années 70 et le début des années 80 : diminution du pouvoir d'achat réel, de l'offre réelle, etc. Dans Etudes Marxistes, j'ai lu le texte "La Première Guerre mondiale, la Révolution d'Octobre et les socialistes belges". Je l'ai trouvé très éclairant et j'y ai appris pas mal de choses.

**Berndt Müller, journaliste
Leningrad**

Atlanta Business

Sportif amateur, j'aime les Jeux Olympiques. Mais à Atlanta, nous voyons comment le capitalisme a pourri les Jeux. Le commentateur de la télé nous dit qu'il y a de quoi être fier d'être Américain. Ah oui ? Il y a pourtant bien, à moins de 500 mètres des stades, les bidonvilles où les gens vivent dans la crasse, certains dans des carcasses de voitures, alors que des gens paient 20.000 FB pour une place d'entrée. Les usines Mercedes se sont installées dans la région pour deux raisons : pas de syndicats et primes de plusieurs millions de dollars.

Dans les vrais pays socialistes, chaque athlète a ses chances. On peut voir aujourd'hui dans quelle pourriture la Russie est tombée. Les athlètes russes aujourd'hui font partie de la moyenne et grande bourgeoisie, comme ceux de Yougoslavie, de Roumanie, etc... Je regarde ces Jeux pour suivre les performances de vrais pays socialistes, si on nous les montre. Savez-vous combien de médailles Cuba a remporté à Barcelone ?

32 ! Vous ne le saviez pas ? Normal, il y a eu un boycott télévisé. Vous pensez : ce pays "du Castrisme fou", "où il n'y a rien de bon"... On fait tout pour minimiser les exploits sportifs des Cubains. Je donnerais volontiers aux USA la médaille d'or de l'hypocrisie pour leur show médiatique lors de l'ouverture des Jeux, afin que l'on puisse dire que les USA sont pour la démocratie. Ils rendent hommage à Martin Luther King, alors qu'à l'époque de son assassinat, la grande bourgeoisie le détestait et ne voulait pas d'égalité avec les Noirs. Autre instant émouvant, il est vrai : Mohamed Ali, le plus grand boxeur de tous les temps, rongé par la maladie de Parkinson, allumant la flamme olympique. Ce que les USA ne disent pas, c'est qu'ils ont voulu le briser pendant la guerre du Vietnam, parce qu'il n'a pas voulu aller se battre là-bas et c'est à force de travail qu'il a pu briser les portes fermées.

**Armel
Charleroi**

Staline au Burkina

J'ai eu le privilège de lire l'ouvrage de Ludo Martens intitulé "Un autre regard sur Staline". Quel beau travail ! Vous avez fait preuve d'un laborieux travail de recherche, c'est pourquoi, je voulais vous transmettre toutes mes félicitations, et mes encouragements les plus sincères. Dans un monde en pleine mutation, où le mensonge est devenu source de vérité, votre livre contribue énormément à restituer la vérité historique sur Staline. Je voudrais savoir comment obtenir le livre, car dans nos librairies il est impossible de le trouver. Je vous souhaite beaucoup de courage pour continuer la lutte jusqu'à la victoire finale.

**Y. A.
Burkina Faso**

Pour obtenir "Un autre regard sur Staline" adressez-vous à la maison d'édition EPO, Lange Pastoorsstraat 25-27, B-2600 Berchem, Belgique. Tél. 03/239.68.74. Fax 03/218.46.04.

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il? Le PTB combat le grand capital: banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB? Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes: leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre. La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich: elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du «droit d'ingérence». En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme. Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international: la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine; la construction du socialisme sous la direction de

Staline; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée: le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste. Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien.
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelsstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsestraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondermaamstraat 50, 9000 Gent1 (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (041)64 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Rue Mathieu Laensberg 20, 4000 Liège (041)28 09 49 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Leuven (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Marcinelle.** Rue de la Babotterie 87, 6001 Marcinelle (071)47 64 96 • **Mons.** Rue de la Mottelette 18, 7033 Cuesmes (065)31 85 08 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (041)37 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (09)344 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gn.apc.org

Rédacteur en chef: Kris Merckx

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

1144

Nom et prénom:

Adresse:

Code postal: Commune:

Age: Entreprise/Ecole:

- Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

Armons-nous contre le terrible plan Dehaene-Di Rupo !

Le camp de Bredene présente un spectacle et organise un débat

Dehaene et ses complices socialistes n'ont pas chômé en juillet. Que contiennent précisément leurs plans ? Y-a-t-il une alternative ? Nous en discuterons au camp de Bredene...

Jan Vandeputte

Dehaene et ses complices ont préparé trois lois de pouvoirs spéciaux et sont prêts à lancer leurs plans fin août. Blocage des salaires et flexibilité, coupes claires dans la Sécu, privatisations, saccage de l'école et des services publics... Si nous ne réagissons pas, nous irons tout droit vers des situations comme aux USA ou en Angleterre. Tout cela au nom de l'Europe et de la concurrence. Les seuls qui en profitent : les capitalistes.

Si ça dépend du PTB, la fête n'aura pas lieu ! Nous préparons un large mouvement de protestation. Avec les profs qui redémarreront la lutte en septembre. Avec les travailleurs et les chômeurs, les fonctionnaires, les ouvriers, les employés et leurs délégués. A Bredene, les 12 et 17 août, nous discuterons des plans du gouvernement et des moyens de les contrer avec Kris Hertogen, de la direction nationale du PTB. Kris discutera aussi avec des sidérurgistes de Clabecq et Cockerill Sambre : "contrat d'avenir pour l'emploi ou lutte pour l'emploi ?"

Nous devons nous tenir prêts. Mais je vous entends déjà : «En 93, nous étions dans la rue. Mais ça n'a rien

donné. Ne va-t-on pas refaire pareil ?» Les principaux dirigeants CSC et FGTB ont mis fin au mouvement en 1993. Donc, il est important aujourd'hui, avant de se lancer, d'analyser ce qui s'est passé. Qu'est-ce qui les a poussés à briser un si formidable mouvement ? Que faire pour que cela ne se reproduise pas ? Aujourd'hui aussi, le débat est intense dans les deux syndicats. Certaines forces au sein de leurs directions mettent le paquet pour protéger à nouveau le gouvernement et réduire l'agitation. Mais il y a aussi un contre-courant. Partout, des syndicalistes, des délégués et des secrétaires cherchent comment arrêter cette spirale d'austérité et de chômage. Quelle est la situation dans les syndicats ? Comment se situe le PTB ? Jan Vandeputte (section syndicale du PTB) en parlera à Bredene, les 10 et 15 août. Le 16, quelques syndicalistes affronteront le super Plan global. Nous verrons laquelle des quatre équipes est la mieux armée pour combattre ceux qui répandent la misère. Epreuves sérieuses... mais amusantes.. Le 11, Marianne, groupe des femmes du PTB, occupera le podium. Vous pourrez tester les exigences incroyables



qu'un demandeur d'emploi doit satisfaire... pour finalement ne trouver aucun emploi.

Vous y êtes confronté tous les jours. Le racisme propagé par les politiciens comme Tobback et Vande Lanotte, par les médias et la propagande fasciste influence les travailleurs. L'esprit de certains de vos collègues est troublé, ils en oublient à quelle classe ils appar-

tiennent. Vous voulez résister. Pas toujours facile. Pourtant, c'est possible. Par des discussions personnelles. Avec des arguments justes.

Délégués et militants ont un rôle important. Ils sont les mieux placés pour organiser la contre-attaque. Renforcer l'unité des travailleurs, et donc lutter contre le racisme, est une des raisons d'être du mouve-

ment syndical. Paula Hertogen est une des chevilles ouvrières "d'Entreprises sans racisme". Elle participera au débat, avec des délégués qui militent contre le racisme dans leur entreprise. Arguments contre le racisme, le lien entre la lutte pour l'emploi et les salaires et la lutte contre le racisme, comment mobiliser le syndicat pour une contre-offensive... Débats les 11 et 16 août.

Les pieds dans le plat... de l'enseignement

Revivez la lutte des profs, des étudiants et des parents au Café militant de Bredene

Lieve Lemmens

Voulez-vous sentir le souffle de la révolte ? Rendez-vous au Café militant de Bredene le 11 ou le 16 août. Profs, étudiants et parents feront revivre la formidable grève qu'ils ont menée ensemble pendant quatre mois dans l'enseignement francophone.

«Autre chose que Mai 68», titrait *La Wallonie*, lors de cette lutte embarrassante pour ce journal "socialiste". «En Mai 68, c'était aussi une révolte, un combat de société; ils voulaient construire quelque chose... La différence est qu'à cette époque-là, tout était encore possible, tandis que maintenant, c'est la rage et le désespoir», se lamente le journaliste. Même son de cloche chez Ecolo, qui parle «d'amertume et de profonde inquiétude, puisque le mouvement n'a rien obtenu». Pour le PTB par contre, cette grève est historique. Il est plein d'admiration pour ces profs et ces jeunes, dont le large mouvement a refusé, pour la première fois, l'austérité de

Maastricht. Ils se sont opposés à la communautarisation, acte presque unique dans le climat actuel en Belgique, marqué par la propagande pour la division. Leur lutte a permis, entre autres, que le Contrat d'avenir ne soit pas signé et que les Forges de Clabecq ne soient pas fermées.

Le PTB a invité à Bredene plusieurs acteurs qui ont participé à cet exploit. Des profs-animateurs veilleront au bon déroulement de "l'émission". Avec du matériel didactique, chaque thème sera introduit par des images prises au coeur de la lutte, comme si vous y étiez ! Les profs raconteront comment tout a commencé, quand ils ont constaté dans leurs classes le désastre que ce décret allait provoquer... Trois mille profs jetés dans la rue par un ministre socialiste, un enseignement davantage à deux vitesses. Des représentants des jeunes exprimeront leur dégoût pour un système qui refuse d'investir dans l'éducation. Pourtant, ce même système permet que les bénéfices des

entreprises augmentent de 100 milliards en un an.

Ils ont tenu longtemps car ils étaient bien organisés, dans leurs syndicats et leurs collectifs. Ils avaient des alliés : des parents présents au café exprimeront leur solidarité, ainsi qu'un des profs néerlandophones, conscients de la nécessité de rejoindre leurs collègues. Ils ont eu aussi le soutien inestimable des travailleurs de Clabecq, de Caterpillar, de Volkswagen et de bien d'autres. Le PTB était bien présent à leurs côtés, "force incontournable" ou "cas-seurs" selon la presse bourgeoise. Les profs donneront leur point de vue.

Profs et jeunes vous feront aussi part de leur expérience face à des ennemis farouches. Premièrement, le Parti Socialiste, qui a envoyé maintes fois les forces de l'ordre. Ils montreront en image comment ils ont chassé les bonzes du PS de leur tribune le 1er Mai. Depuis 1932, époque de la grande grève générale, cela ne s'était plus produit.

Reprendre en septembre ? Venez en débattre avec eux. Ils vous invitent déjà à leur première manif !

L'ambiance de la lutte sera recréée avec les jeunes, qui chanteront leur "répertoire de lutte", dont leur

grand succès, sur la musique de Yellow Submarine : «Le PS défend l'école des riches, réduit l'encadrement, tabasse les étudiants...» Vous aimeriez chanter et lutter avec nous ? Rendez-vous au Café militant !

Bredene en pratique

• **Où, quand et à quel prix ?**
Domaine "Blutsyde", Koerslaan 61, 8401 Bredene.
Premier camp : du vendredi 9 (16 h) au lundi 12 août (19 h).
Deuxième camp : du mercredi 14 (16 h) au samedi 17 août (19 h)
Adultes : 800 F/jour, 2.600 F/4 jours. Jeunes (13 à 18 ans) : 640 F/jour, 2.080 F/4 jours.
Enfants (3 à 6 ans) : 480 F/jour, 1560 F/4 jours. 5.600 F par adulte pour les deux camps.
• **Comment y arriver ?**
En train jusqu'Ostende. Ensuite,

le tram de la côte en direction de Knokke/Le Coq. Descendre à Bredene/Hippodrome. La Koerslaan donne sur l'arrêt du tram.

En voiture jusqu'Ostende. Ensuite, suivre la Koninklijke Baan en direction du Coq (De Haan). A la sortie du village de Bredene, à l'arrêt du tram Hippodrome, à droite.

• **Renseignements ? Inscriptions ?**

Téléphonez au 02/513.77.60 pendant les heures de bureau.